ISSN 0024-7650
L 15290 - 2447 - F: 1,20 €
Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2447
26 juin 2015
1,20 € • DOM: 1,80€

Le journal d'Arlette Laguiller

Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

lutte ouvrière

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

En Grèce et en Europe

Les populations étranglées par le capital financier

Migrants

L'Europe et ses murs de la honte

page 3

Dans les entreprises

La Poste, PSA, hôpitaux, SNCF...

pages 11 à 15

LO

La population grecque dans les griffes de la finance

On ne sait pas encore si l'Union européenne, la BCE et le FMI trouveront un terrain d'accord avec la Grèce. On ne peut jamais exclure que la partie de poker menteur tourne mal et il est difficile de faire la part entre le bluff et les intentions réelles des uns et des autres.

Mais une chose est sûre : ni le gouvernement grec, ni les dirigeants européens ne souhaitent un défaut de paiement de la Grèce et sa sortie de l'euro.

Ce ne sont pas ses conséquences sur la population grecque – l'envolée des prix, les pénuries et la récession qui en découleraient – qui inquiètent les dirigeants européens. La politique qu'ils dictent à la Grèce depuis cinq ans le montre assez : ils n'ont que faire de l'explosion du chômage et de l'effondrement du niveau de vie en Grèce.

Leur problème est l'incertitude que cela fait peser sur la zone euro. Car personne ne peut jurer que cela ne débouchera pas sur de nouvelles attaques spéculatives dans la zone euro et sur la déstabilisation de la monnaie unique.

Les dirigeants européens présentent le bras de fer avec la Grèce comme une « négociation ». Comme s'il s'agissait de discussions entre parties égales ! Comme s'ils ne mettaient pas le couteau sous la gorge de Tsipras en refusant de débloquer la dernière tranche du plan d'aide prévu quand ce dernier est censé rembourser dans huit jours 1,6 milliard d'euros au FMI !

Et comble de cynisme, c'est Tsipras qui est accusé d'être « jusqu'auboutiste ». Mais qui est irresponsable dans cette affaire ? Ceux qui veulent affamer un peuple ou ceux qui s'y refusent ?

Car c'est bien de cela qu'il s'agit. En Grèce, depuis 2008, les salaires, les pensions de retraite, les droits sociaux ont reculé de 20, 30, 40 %. Le chômage a explosé au point qu'un jeune sur deux est au chômage. Le pays a connu une récession qui l'a renvoyé 50 ans en arrière.

Et tout cela, pourquoi ? Pour payer les intérêts d'une dette que ni les travailleurs, ni les paysans ou les retraités n'ont faite. Et comme, loin de se résorber, cette dette n'a fait qu'augmenter, le versement de ces intérêts toujours plus colossaux ne se fait plus qu'au prix d'immenses sacrifices.

Alors oui, la population grecque paye, comme aucun peuple, le parasitisme de la finance internationale.

Et les nouvelles exigences des créanciers de la Grèce sont criminelles ! Et cela n'a rien à voir avec une question d'argent. La Grèce risque un défaut de paiement pour 1,6 milliard. Qu'est-ce à côté des centaines de milliards que les banques centrales injectent dans la finance ? Qu'est-ce au regard des 10 milliards que le patron de SFR a mis sur la table pour racheter le réseau de Bouygues ?

Il s'agit pour les porte-parole de la bourgeoisie de donner une leçon politique. À travers la Grèce, ils signifient à tous les peuples qu'ils doivent se serrer la ceinture et se résigner à payer leur dîme à la finance.

Aucune des dettes dont on nous rebat aujourd'hui les oreilles, que ce soit la dette grecque, que ce soit, en France, les dettes des collectivités locales ou même celle des hôpitaux, n'ont été contractées au bénéfice des classes populaires.

Elles ont toutes été le fruit des manœuvres des banquiers, des grands groupes capitalistes qui ont investi tous les secteurs de l'économie en forçant à l'endettement. Mais, au nom de ces dettes, on nous impose partout des cures d'austérité.

En Grèce, cela signifiera peut-être encore la suppression des retraites complémentaires, l'augmentation de la TVA.

En France, cela signifie l'augmentation des prix des cantines scolaires, l'abandon de lignes SNCF. Ou encore la suppression des jours de RTT dans les hôpitaux, puisque c'est bien au nom de l'endettement des hôpitaux que le gouvernement veut le faire.

La finance s'est immiscée dans tous les secteurs d'activité et elle ne connaît que la loi des usuriers : faire rentrer les intérêts. Cette loi s'impose au-dessus de tout, au-dessus des gouvernements, au-dessus des élections, au-dessus de la démocratie.

Ce qui se passe en Grèce montre que les élections et « la voix du peuple » ne pèsent rien face au pouvoir du capital. C'est la preuve qu'il ne suffit pas d'élire des gens bien disposés à l'égard des travailleurs pour que notre sort change.

Pour justifier ses trahisons, en 1936, le socialiste Léon Blum avait déploré l'existence du « mur de l'argent ». C'est ce mur auquel se heurte aujourd'hui la Grèce. Pour le renverser, il faut sortir du cadre capitaliste qui est devenu le règne de la finance. C'est la tâche que devront se fixer tous les exploités non seulement en Grèce mais partout.

Au sommaire

LEUR SOCIETE

Migrants, la traque 3
Faits divers racistes 3
Impôt retenu à la source 4
Déclarations d'impôt payantes 4
Fraude fiscale 4
Affaire Pérol 4
Retraites complémentaires 5
CICE 5
Nouveau rapport Gallois 5
11 millions pour le patron de la FNAC 5
Téléphonie mobile 6
Paris, candidate aux JO 6
LVMH et la bonne Samaritaine 6
Agriculteurs en colère 7
Groupe scolaire Paul-Éluard – Orly 7
Fil rouge 7
Licenciements, précarité, chômage... 10

DANS LE MONDE

États-Unis : racisme à Charleston 8
Grande-Bretagne : contre l'austérité 8
Mali : accord pour l'impérialisme français 9
Hongrie : mur de la honte 9
Méditerranée : opération contre les migrants 9
Grèce : le nœud coulant de la dette 16
Syrie : recul de Daech 16
Travail des enfants : le 19e siècle aujourd'hui 16

ENTREPRISES

Burger King 10
Transports urbains de Troyes 10
PSA Peugeot-Citroën 11
PSA Rennes 11
PSA Poissy 11
Assistance publique - Hôpitaux de Paris 12
Centre hospitalier de Saint-Denis 12
SGL Carbon-Chedde-Passy 13
RATP, la régulation 13
Les autocars de la SNCF 13
Accident de Brétigny 13
Cheminots avec les migrants 13
Renault Trucks-Lyon 14
ArjoWiggins Pas-de-Calais 14
La Poste - centres financiers : Bordeaux Toulouse 15

Lutte Ouvrière dans les kiosques

Notre journal est disponible chez les marchands de journaux, distribué par les Messageries lyonnaises de presse (MLP).

Les idées que nous défendons doivent pouvoir entrer en contact avec un plus large public. C'est pourquoi nous comptons sur tous nos amis, militants et sympathisants ou lecteurs occasionnels. Ils peuvent intervenir auprès des marchands de journaux qu'ils connaissent, pour que ceux-ci affichent notre journal, et les en remercier, non seulement en leur achetant *Lutte Ouvrière* mais en les privilégiant pour leurs autres achats de presse. Ils peuvent aussi nous signaler les points de vente où *Lutte Ouvrière* n'apparaît pas, mais où ils pensent que ce serait souhaitable. Sur le site Internet de *Lutte Ouvrière* (rubrique «dans les kiosques») on peut trouver la liste des points de vente où notre journal est disponible.

Merci à tous nos lecteurs de faire mieux connaître *Lutte Ouvrière*.

Migrants : la traque et la matraque

Tout en continuant à traquer les migrants, à Paris comme à Calais ou à Menton, le gouvernement a annoncé un plan d'hébergement d'urgence à destination de certaines catégories de réfugiés. Il prévoit 4 000 places supplémentaires pour les demandeurs d'asile et 5 000 pour les réfugiés, c'est-à-dire ceux dont la demande d'asile a été acceptée. Mais le gouvernement joue avec les chiffres et ne précise pas s'il inclut dans ces annonces les places en centres d'accueil des demandeurs d'asile (cada) promises depuis 2012 et non encore créées. Rien ne dit donc ce qu'il en sera dans la réalité. Pour tous les autres, les « migrants en transit », il n'est promis que 1 500 places supplémentaires, sans détail sur la façon de les trouver. Il est aussi question d'équiper en sanitaires, points d'eau et éclairage la zone de Calais où s'entassent dans des conditions insalubres des milliers de réfugiés.

Ces mesures élémentaires sont très loin d'être à la hauteur de la situation. Et que deviendront dans quelques semaines ceux qui auront pu en bénéficier, puisqu'il ne s'agit que de solutions temporaires ?

En revanche, les mesures répressives, elles, sont concrètes, immédiates et durables. En même temps qu'il présentait son plan d'hébergement, le gouvernement réaffirmait surtout sa volonté de renforcer la politique de contrôle aux frontières et d'expulsion des migrants sans papiers. *« Il va falloir une mobilisation de nos forces, de nos préfets pour interpeller davantage, faire des procédures et placer ceux qui doivent l'être en rétention »*, a expliqué Bernard Cazeneuve.

Le « plan d'urgence » pour Hollande, Valls, Cazeneuve, c'est toujours et encore la chasse aux migrants.

Claire Dunois

Faits divers racistes : l'exemple vient de haut

Deux institutrices d'un petit village corse ont été menacées parce qu'elles proposaient aux écoliers de chanter en cinq langues, dont l'arabe, lors de la fête de fin d'année. Quelques abrutis ont barbouillé l'école de graffitis « Arabes dehors » et fait tellement de bruit que la fête a été décommandée et que les gendarmes ont dû surveiller les abords de l'école.

Quelques jours plus tard, le site culinaire Marmiton ayant présenté des recettes orientales pour le début du ramadan, assorties d'un « Bon ramadan à tous », des imbéciles de la même farine l'ont bombardé de messages racistes.

Ces deux faits divers ne sont pas isolés. L'exemple de la bêtise raciste vient d'en haut et pas seulement du Front national qui fait commerce depuis toujours des préjugés les plus éculés. Les deux grands partis de gouvernement, le PS et les Républicains (ex-UMP), désignent l'islam comme un problème et les musulmans comme une population dangereuse. Sarkozy s'est prononcé récemment pour la fin des repas sans porc dans les cantines scolaires. Valls prétend maintenant que l'islam sera un « enjeu électoral » en 2017. Et, en chœur, de faire la chasse aux sans-papiers, aux migrants, aux pauvres et aux errants.

Pour l'un comme pour l'autre, il est certes plus facile d'attiser les préjugés racistes, de dégoiser sur l'islam et les migrants que de parler du chômage, des milliards offerts au grand patronat, des fortunes insolentes de leurs amis et commanditaires de la grande bourgeoisie et de leur propre façon d'en profiter !

Paul Galois

Sarkozy à l'aise dans les eaux sales du FN

« *Une canalisation qui explose* » et qui « *se déverse dans la cuisine* », voilà comment Sarkozy a qualifié l'arrivée des migrants lors d'une réunion de militants de son parti dans le Val d'Oise, le 19 juin.

Salué par les rires gras des jeunes arrivistes qui voient en lui le futur président, Sarkozy cherchait à faire un bon mot pour plaire aux électeurs racistes. La boutade vulgaire se voulait pédagogique. Elle n'a fait que souligner l'ignominie ordinaire, le mépris des « bien nés » pour les pauvres en général. L'ancien président parlait là de dizaines de milliers d'hommes, de femmes, d'enfants ayant bravé tous les risques pour survivre ; de milliers de réfugiés disparus en cours de route ou lorsque l'embarcation où ils ont été entassés a coulé, les entraînant au fond de la Méditerranée.

Sarkozy n'a fait qu'ajouter sa petite variante au refrain xénophobe du Front national qui voudrait faire des migrants les responsables de l'aggravation des conditions de vie ici même. Comme si les pays de la riche Europe ne pouvaient accueillir quelques centaines de milliers de migrants supplémentaires ? Comme si les gouvernements européens n'étaient pas en grande partie responsables du chaos que subissent les peuples en Syrie, en Irak ou en Érythrée ? Comme si les pays impérialistes européens n'avaient pas une dette immense vis-à-vis des peuples des pays pauvres qu'ils continuent à piller après les avoir condamnés au sous-développement ?

En réaction au propos crasseux de Sarkozy, Hollande en voyage en Slovaquie a pu prendre une posture humaniste, soulignant de toute sa mollesse que son ancien rival parlait tout de même d'êtres humains. Valls, en direct du salon du Bourget, a surenchéri. Mais c'est pourtant son gouvernement qui se vante de la hausse du nombre des expulsés et qui refuse même d'accueillir en France les 4 051 des migrants d'Italie et les 2 701 de Grèce que l'Union européenne proposait de répartir entre ses membres, sur les 40 000 arrivés depuis le mois d'avril.

Les politiciens de tout bord sont prêts à faire le voyage dans le pays d'origine des migrants pour vendre à prix d'or des engins de mort aux gouvernements qui les oppriment. Mais à ceux qui les fuient, ils n'ont à proposer, en plus de la matraque et des barbelés, que leur mépris.

Gilles Boti

Les militants de Lutte Ouvrière à votre rencontre

LO

Le bilan du gouvernement de Hollande et Valls se résume à une aggravation de la politique antiouvrière déjà menée par son prédécesseur, celui de Sarkozy. D'un côté il y a les milliards distribués au patronat, de l'autre les attaques incessantes contre les droits et le niveau de vie des travailleurs, dont la loi Macron est le fer de lance. Personne n'ose même plus prétendre que le chômage pourrait cesser de grimper.

Dans les services publics nécessaires à la population, éducation, postes, transports, hôpitaux, la même politique d'économies et de suppressions d'emplois est appliquée : la « rentabilité » devient le maître mot, pour le seul profit des capitalistes.

En démoralisant les classes laborieuses, cette politique a ouvert tout grand la porte aux courants réactionnaires, et en premier lieu au Front national qui, derrière sa démagogie, est l'ennemi juré des travailleurs.

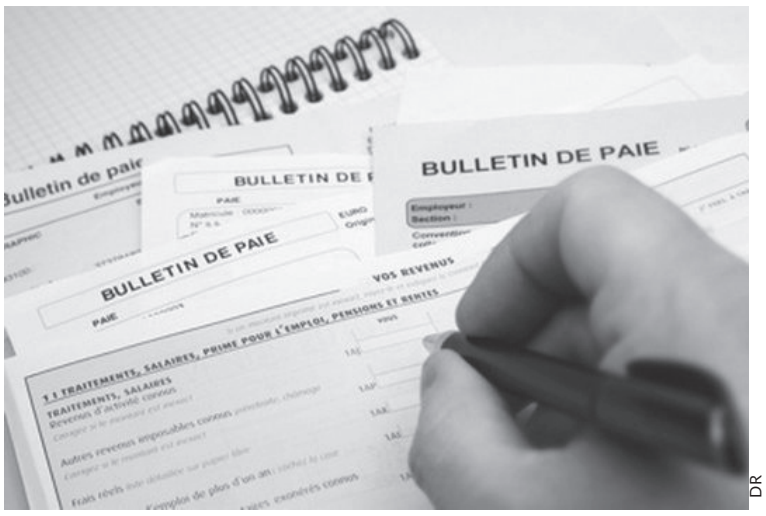
Dans cette situation, il est vital que s'affirme un courant se plaçant résolument dans le camp des travailleurs et défendant un programme de lutte, pour qu'ils ne fassent plus les frais d'un système capitaliste en faillite.

Dès lundi 29 juin, les militants de Lutte Ouvrière seront comme chaque été sur les routes, allant de ville en ville à la rencontre des travailleurs, pour discuter avec eux de ce programme.

Lundi 29 juin : Épinal (Vosges)
Mardi 30 juin : Saint-Dié (Vosges)
Mercredi 1er juillet : Vesoul (Haute-Saône)
Jeudi 2 juillet : Belfort (Territoire de Belfort)
Vendredi 3 juillet : Pontarlier (Doubs)
Samedi 4 juillet : Besançon (Doubs)

Impôt retenu à la source : les patrons « retiennent » déjà beaucoup trop !

François Hollande a annoncé que, en 2018, l'impôt sur le revenu serait prélevé directement chaque mois sur le salaire ou la pension de retraite des contribuables. Les entreprises et les caisses de retraite retiendraient cet impôt et le reverseraient à l'État. Le gouvernement parle de justice fiscale à propos de cette mesure. Mais bien malin qui peut y voir un quelconque avantage pour les travailleurs.



DR

Par contre les Finances publiques prévoient déjà 2 000 suppressions de postes en 2015. On peut parier que cette réforme serait le prétexte à une nouvelle compression des effectifs, qui alourdira la charge de travail des agents, et qui dégradera le service rendu aux contribuables.

Les entreprises seraient de plus au courant des informations confidentielles concernant les salariés, pour établir le montant de l'impôt, peut-on s'inquiéter. Le gouvernement propose donc que ces informations ne soient communiquées qu'aux banques, qui indiqueraient aux entreprises le montant à déduire de la feuille de paie. Tout devoir dire à son banquier, ça n'est guère satisfaisant non plus...

Remarquons que les patrons sont déjà chargés de récolter la TVA et de la reverser à l'État. Or c'est cette taxe qui fait l'objet du plus grand nombre de fraudes. Selon la Commission européenne, 15 % de la TVA ne sont pas reversés à l'État, soit 25 milliards d'euros. Il en est de même pour la fraude aux cotisations sociales. La Cour des comptes estime que ce sont 25 autres milliards d'euros que les patrons ne versent pas aux Urssaf chaque année. Alors, demander à ces mêmes patrons de gérer l'impôt sur le revenu, c'est comme confier au renard les clés du poulailler. Cette réforme ouvre la porte aux dissimulations, aux montages opaques, aux rétentions de sommes associées à un chantage à l'emploi, aux faillites organisées...

Mais le vrai problème n'est pas de savoir comment l'État récupère une partie du salaire des travailleurs. Le scandale réside justement dans la nature même de cet impôt. Le salaire que reçoit le travailleur n'est qu'une petite partie des richesses qu'il a créées, et que le patron s'approprie d'autorité. Faire payer des impôts sur le salaire, ou sur la retraite, qui est un salaire différé, cela n'est rien d'autre que du vol. Les impôts ne devraient être prélevés que sur la part des richesses que les capitalistes s'accaparent, autrement dit sur les profits qu'ils tirent de l'exploitation. Et c'est les travailleurs qui devraient se charger de « retenir à la source » les richesses qu'ils créent.

Camille Lulle

Déclarations d'impôts payantes : une idée timbrée

Un rapport suggère au ministère de l'Économie de faire payer aux contribuables l'envoi de leur déclaration d'impôts sur papier, puis celui de leur avis d'imposition. Le montant évoqué est de 2 euros par document.

Cette idée saugrenue vise à permettre ainsi à la DGFiP, la direction des Impôts, d'économiser une partie des 202 millions d'euros dépensés en 2014 pour affranchir les 360 millions d'enveloppes contenant les documents liés au seul impôt sur le revenu.

L'incitation à déclarer celui-ci sur Internet ne semblant pas assez efficace – seul un tiers des déclarations a été fait en ligne – s'attaquer au porte-monnaie pourrait être un nouvel argument... qui cache essentiellement les suppressions d'emplois importantes à la DGFiP. Trente mille postes y ont été supprimés depuis 2002, plus de 20 % des effectifs, et deux mille doivent encore l'être en 2015. Et pourtant, lors de la précédente période de déclaration en 2014, six millions de personnes ayant besoin de renseignements ont été reçues par les employés, ainsi que plus de trois millions d'appels. Et cela, malgré la télé-déclaration... ou peut-être à cause d'elle.

Pour continuer sa politique d'économies, le gouvernement s'apprête peut-être à rendre plus difficile et de plus payant l'accès de la population à ses documents fiscaux. Il faudrait donc non seulement payer des impôts sur son maigre salaire, mais même payer... pour les payer !

Viviane Lafont

Lutte contre la fraude fiscale : annonces de façade

Les ministres de l'Économie, du Budget, de l'Agriculture et de la Justice, rien que ça, ont annoncé le 23 juin que l'État avait récupéré plus de 19 milliards d'euros en luttant contre la fraude fiscale. Cette annonce en grande pompe avait avant tout pour objectif de permettre à des ministres de se faire mousser en jouant les incorruptibles. Car la prétendue chasse aux évadés fiscaux est très loin de faire payer les riches.

Les 19 milliards d'euros se décomposent en 15 milliards d'euros de redressements fiscaux et 4 milliards d'euros de pénalités dont un peu moins de 2 milliards provenant de comptes bancaires à l'étranger non déclarés. Ces sommes n'ont rien d'exceptionnel. Elles représentent le bilan annuel habituel des redressements fiscaux. Ainsi, l'an dernier, il était de près de 18 milliards d'euros.

Alors, il est certain que l'État, endetté jusqu'au cou, est moins laxiste aujourd'hui vis-à-vis des évadés fiscaux qu'il ne l'était à une autre époque. Mais la somme récupérée est dérisoire : même pas deux milliards d'euros au regard des 60 à 80 milliards d'euros qui lui échappent chaque année selon les estimations du syndicat Solidaires finances publiques. Et gageons que les évadés fiscaux coincés sont du petit gibier.

Non seulement le gouvernement ne fait pas la chasse aux grosses fortunes, mais la réalité est même à l'opposé. Car au bout du compte l'État ne se sert pas de ces sommes pour financer les services publics ou dans le sens de l'intérêt général. Il les reverse aux financiers comme intérêts de la dette. Dans l'affaire, les services fiscaux de l'État restent dans leur rôle de collecteurs pour la haute finance.

P.R.

Affaire Pérol : pantouflage doré

Un ex-secrétaire général adjoint de l'Élysée de Sarkozy, François Pérol, devenu depuis président du groupe Banque populaire-Caisse d'épargne (BPCE), se retrouve au tribunal pour prise illégale d'intérêts. Sera-t-il condamné ? Pas sûr.

La prise illégale d'intérêts, ce ne sont pas les agios que les banques font payer à leur clientèle mais le fait qu'un fonctionnaire d'État ne peut *« bénéficier d'une décision à laquelle il a pu contribuer vu ses responsabilités »*.

Or, quand il était secrétaire général adjoint de Sarkozy, Pérol a participé aux négociations de fusion entre la Banque populaire et les Caisses d'épargne. Et par la suite, Sarkozy l'a nommé à la tête de ce groupe bancaire.

Les juges soupçonnent donc une manœuvre concertée pour que Pérol se retrouve au bout du compte à la tête du groupe bancaire. Qu'un haut fonctionnaire d'État se retrouve ainsi à la tête d'un groupe privé, c'est ce qu'on appelle « pantoufler ». C'est aussi une forme de corruption théoriquement illégale mais assez répandue, avec 39 cas recensés rien que pour l'année 2012. Il s'agit de récompenser par une sinécure les bons et loyaux services d'un haut fonctionnaire.

Voir un haut fonctionnaire passer du service de l'État à celui d'une grande entreprise est cependant dans l'ordre des choses. Après tout, les grands serviteurs de l'État passent le plus clair de leur temps au service des grands capitalistes, dont ils mettent en œuvre l'essentiel des exigences. Loin de défendre l'intérêt général comme il le prétend, l'État se montre au service quasi exclusif du grand capital.

Bien sûr, Pérol se défend de toute manœuvre. À l'en croire, il a à peine suivi les négociations de fusion et s'il est maintenant à la tête de BPCE, c'est du seul fait de Sarkozy. En théorie, il encourt deux ans de prison et 30 000 euros d'amende. Mais la justice est généralement clémente dans ce genre d'affaire. Sur les 39 cas évoqués plus haut, un seul a été sanctionné et l'amende ne dépassait pas 7 500 euros.

On verra comment finira le procès Pérol, mais tout indique que les hauts fonctionnaires n'ont pas fini de pantoufler.

Jacques Fontenoy

Retraites complémentaires : refuser le chantage au déficit

Le 22 juin, la réunion entre organisations syndicales de salariés et organisations patronales sur les caisses de retraites complémentaires ont été interrompues faute d'accord *« au bout d'une heure et demie seulement »*, selon la presse, et après cinq mois de négociations. Un nouveau rendez-vous a été fixé au 16 octobre.

Selon les « partenaires sociaux » les régimes de retraites complémentaires – qu'ils gèrent en commun – seraient menacés de faillite. En 2014, ils ont enregistré plus de trois milliards d'euros de déficit et si rien n'est fait, leurs réserves seraient épuisées, en 2018 pour l'Agirc (retraite des cadres), et en 2027 pour l'Arrco (retraite des salariés).

Côté « solution », le Medef propose de mettre en place une décote dégressive pour tout départ à la retraite avant 65 ans : à partir de 2019, un salarié arrêtant de travailler à 62 ans se verrait appliquer une décote de 30 % la première année, de 20 % la suivante, et de 10 % à 64 ans. Il ne pourrait donc bénéficier d'une retraite complémentaire à taux plein qu'à 65 ans.

Le patronat préconise aussi une autre mesure, moins spectaculaire mais qui va dans le même sens, la diminution des pensions : il propose la reconduction du gel de leur évolution annuelle en fonction de l'inflation.

En 2013, syndicats et patronat s'étaient mis d'accord pour limiter la revalorisation des pensions de retraites complémentaires : l'accord prévoyait qu'elles seraient revalorisées du niveau de l'inflation, moins un point. Résultat : en 2014 et en 2015, le montant des pensions a été purement et simplement gelé. Le patronat proposerait de reconduire ce mécanisme mais, cette fois, avec une revalorisation égale au niveau de l'inflation moins 1,5 point.

DR

C'est un véritable chantage auquel se livre ainsi le patronat en arguant d'un prétendu déficit des caisses de retraites. Ce déficit, ce sont les patrons qui le créent et le nourrissent en vidant les caisses – celles du régime général de la Sécurité sociale d'ailleurs comme celles des régimes complémentaires – par les licenciements, le chômage et les bas salaires. S'il y a un trou dans les caisses, c'est eux qui le creusent, c'est à eux de le combler.

Jean-Jacques Lamy

CICE : 100 % gagnant-gagnant pour le grand patronat…

Dans une étude récente, l'Insee prévoit, pour les entreprises en 2015, *« une hausse de leur taux de marge grâce […] à la montée en charge du CICE… »*. Dit autrement, les patrons vont augmenter leurs profits, en partie grâce aux cadeaux du gouvernement Hollande-Valls.

Avec le Crédit impôt compétitivité emploi (CICE) créé par le gouvernement socialiste en 2013, les patrons bénéficient d'une baisse d'impôt correspondant à 6 % des salaires bruts inférieurs à 2,5 fois le smic. À l'époque, le gouvernement avait utilisé la rengaine habituelle de l'aide à l'emploi et aux investissements… Mais surtout, il s'engageait fermement… à ne rien exiger d'eux. Il fallait, disait-il, leur faire confiance !

Deux ans plus tard, qu'en est-il ? Avec 8,7 milliards pour 2014 et 20 milliards prévus pour 2015, le CICE est la plus grande dépense fiscale de l'État. Les patrons ont empoché le pactole, et les plus gros se sont taillé la part du lion. En 2013, les 16 plus grandes entreprises cotées en bourse ont capté à elles seules 800 millions d'euros, soit plus de 8 % du montant total du CICE.

Non seulement le CICE n'a pas créé d'emplois, mais la plupart des grands groupes bénéficiaires, comme Peugeot, Sanofi, Orange, La Poste, etc., ont continué à sabrer dans leurs effectifs. Quant à l'investissement dans la production industrielle, il ne repart pas car les capitalistes n'ont aucune confiance dans la relance dont nous parle sans cesse le gouvernement. Les profits engrangés vont dans les poches des actionnaires et dans la spéculation.

Le CICE n'est pas le premier cadeau de Hollande au grand patronat et ne sera pas le dernier. Mais c'est un symbole du parasitisme des capitalistes qui sont de plus en plus sous perfusion de l'argent public.

Arnaud Louvet

Nouveau rapport Gallois : encore des cadeaux au patronat

Encore une fois, Louis Gallois se fait le porte-parole d'une proposition de cadeaux au patronat. Par l'intermédiaire d'une sorte de club de pensée dont le nom annonce la couleur, « La fabrique de l'industrie », ce grand commis de l'État et porte-parole du capital privé vient de rendre public un rapport préconisant dix milliards supplémentaires de baisse des cotisations patronales sur les salaires, qui devrait être compensée par une hausse de la TVA, c'est-à-dire en faisant payer toute la population.

Louis Gallois avait déjà été l'auteur d'un rapport prônant la baisse des cotisations sur les salaires les plus faibles qui avait abouti au pacte de responsabilité et à la création du CICE en 2012. En 2017, il est prévu que le CICE se transforme en baisses définitives de cotisations sur les salaires les plus faibles ainsi que sur les salaires jusqu'à 3,5 fois le smic. Mais Louis Gallois, en fidèle traducteur de la pensée patronale, en souhaite déjà plus en proposant d'y ajouter de nouvelles baisses de cotisations sur les salaires.

Depuis 1993, les patrons ont vu leurs cotisations salariales diminuer de façon très significative, et cela bien entendu sans créations d'emplois. Le chômage n'a cessé de croître, alors que ce cadeau aux capitalistes fait directement sur la masse salariale allant aux travailleurs représente plus de 20 milliards par an depuis 2006.

Cette fois Gallois n'invoque pas la création d'emplois pour justifier ce cadeau, mais les prétendues nécessités de la croissance. Il paraît que les économistes discutent doctement pour savoir s'il faut en priorité baisser les cotisations sur les bas salaires pour créer des emplois, ou bien sur les salaires intermédiaires pour favoriser la croissance. Louis Gallois les réconcilie donc en proposant de faire les deux.

Dans les deux cas, il s'agit de mensonges. On a pu vérifier depuis longtemps que les baisses de cotisations ne favorisent que les profits des capitalistes. Connaissant l'état de leur propre économie, ceux-ci se refusent à embaucher et à investir et cherchent uniquement à augmenter leurs bénéfices, en écrasant les travailleurs et en ponctionnant au maximum les finances publiques.

Marion Ajar

11 millions pour le patron de la FNAC : un bonus pour moins d'emplois

Le patron de la FNAC, Alexandre Bompard, en place depuis fin 2010, devrait bénéficier d'une très grosse prime de onze millions d'euros, grâce à la valeur de près de 200 000 actions qu'il possède.

Bompard a redressé les comptes de la FNAC, qui était déficitaire et est devenue bénéficiaire. Pour cela il a sacrifié des rayons culturels des livres et des disques en misant sur l'introduction du petit électroménager, et surtout il a procédé à des centaines de licenciements, agrémentés de gel des salaires. Ces procédés ont été payants et le cours des actions s'est redressé, notamment les siennes, cependant que nombre de salariés allaient pointer à Pôle emploi.

De nombreuses grèves du personnel ont accompagné la carrière de Bompard, notamment celle du 29 mai dernier, à l'occasion de l'autorisation du travail du dimanche contenue dans la loi Macron. Bompard est un chaud partisan de l'ouverture des FNAC le dimanche et on l'accuse même d'avoir, par son action, été le responsable de l'introduction de cette disposition.

Pour répondre à ses détracteurs, Bompard a déclaré qu'il investirait ces onze millions dans la FNAC. Mais cela ne change rien, il reste toujours propriétaire de ces actions, et il fallait bien qu'il fasse quelque chose de cette somme.

Gattaz, le dirigeant du Medef, a déclaré à propos de cette affaire : *« Il faut récompenser le talent (…) il a droit à un bonus. »* On se comprend entre patrons : un bonus pour des centaines de licenciements, où est le problème ?

André Victor

Téléphonie mobile : manœuvres entre requins

Finalement Bouygues Telecom, l'opérateur de téléphonie mobile, a décidé de rejeter mardi 23 juin l'offre de rachat de Numericable SFR, une décision prise à l'unanimité selon son PDG, Martin Bouygues. On ne sait pas si c'est une décision définitive ou un refus pour faire monter les enchères. En tout cas, depuis l'annonce dans *le Journal du dimanche* du 21 juin de l'offre de Numericable, c'était le branle-bas de combat dans ce secteur. Bouygues Telecom est-il à vendre et à quel prix (on parlait de 10 à 11 milliards d'euros proposés par Numericable) ? Quelles seront les conséquences du rachat sur les tarifs et les emplois ?

D'ores et déjà, à la Bourse de Paris, les actions des quatre opérateurs avaient flambé dès le 22 juin : plus 13,24 % pour Bouygues, plus 14,15 % pour Numericable, plus 10,39 % pour Free et plus 7,49 % pour Orange. Tous se félicitant de ce rachat qui permettrait de revenir à trois opérateurs qui contrôleraient plus de 85 % du marché. Cette situation de quasi-monopole leur assurant des profits encore plus importants, dans un secteur à haute technologie déjà très profitable pour les actionnaires (2 milliards d'euros en 2014 pour Orange).

L'arrivée de Free en 2012 dans le secteur avait un peu forcé les trois géants à rogner sur leurs bénéfices car Free avait proposé des tarifs réduits. Mais le secteur restait largement bénéficiaire au point qu'un nouveau larron s'est présenté, en 2014, en la personne de Patrick Drahi, patron de Numericable, qui a racheté SFR pour plus de 13 milliards d'euros à la barbe de Bouygues, qui était aussi sur les rangs. Drahi s'est fait une spécialité de ces rachats car, après SFR, il rachetait dans la téléphonie Virgin Mobile, Portugal Telecom et l'américain Suddenlink, spécialiste des câbles téléphoniques. Au total, Drahi a mis plus de 30 milliards d'euros sur la table auxquels s'ajoutent aujourd'hui les 10 proposés pour racheter Bouygues.

La méthode Drahi c'est, comme le dit *The Economist*, « emprunte, achète, coupe ». Son succès repose sur la confiance que lui accordent pour le moment les banquiers qui lui prêtent ces 40 milliards d'euros qu'il n'a pas. Mais pour que cette confiance persiste, il faut aussi que Drahi « coupe ». Il a donc annoncé 1,1 milliard d'économies par an chez SFR et s'il a promis de ne pas licencier pendant trois ans, il a précisé *« sauf revirement économique imprévisible »* et a d'ores et déjà supprimé les augmentations individuelles. Les 10 500 salariés de Numericable-SFR et les 8 800 de Bouygues ont donc toutes les raisons de craindre pour leurs emplois et leurs salaires.

Ce ne sont pas les déclarations de Valls qui peuvent les rassurer. Celui-ci vient de fixer cinq conditions pour la reprise de Bouygues ; il demande la qualité de service pour le consommateur et le maintien de l'emploi *« qui doit être préservé et développé »*. Mais Drahi sait parfaitement que ces déclarations sont à l'usage du grand public, qui malheureusement sait quoi penser des promesses des opérateurs sur les tarifs et la qualité de service… Qui n'a pas eu maille à partir avec eux pour simplement obtenir que son téléphone ou son ordinateur fonctionne ?

À terme la mise en coupe réglée du marché par les trois géants de la téléphonie sera grosse de dangers pour les emplois et la qualité du service, car ils savent s'entendre pour accumuler, grâce au travail de leurs employés, une vraie rente sur le dos des utilisateurs.

Cédric Duval

Paris, candidate aux JO : l'arnaque olympique

La candidature de Paris pour les jeux Olympiques de 2024 a été officialisée le 23 juin. Dans un contexte de coupes de dotations publiques et d'appels permanents à réaliser des économies pour rembourser la dette, les pouvoirs publics s'apprêtent à dépenser des milliards pour l'organisation de ces jeux.

Ce seront des JO « sobres », garantit Anne Hidalgo, la maire de Paris, puisqu'il suffirait d'adapter les infrastructures existantes, de construire le village olympique, un centre des médias et une piscine olympique. Elle estime le budget prévisionnel à 6 milliards d'euros. La moitié serait prise en charge par la billetterie et le Comité international olympique et les trois milliards restants seraient financés à 50 % par l'argent public et à 50 % par le secteur privé.

Rappelons que, pour les JO de Londres, les Britanniques avaient tablé sur 4 milliards d'euros et que la facture finale s'est élevée à 12 milliards. Pour les JO de Pékin, elle a été multipliée par 12. Quant aux JO d'Athènes de 2004, ils sont pour beaucoup dans l'envolée de la dette du pays. Autant dire que le coût pour le contribuable est sciemment sous-estimé.

En mettant en avant le gratin sportif, les responsables politiques veulent faire passer pour « un grand mouvement populaire » ce qui ne sera qu'une vaste affaire commerciale. Des milliards d'argent public seront transformés en profits privés pour les promoteurs immobiliers, les géants du BTP, les entreprises du sport, les « sponsors », les sociétés de sécurité et bien sûr les banques, car tous les équipements seront financés à crédit.

Et tout cela pour quelles retombées sur la population ? Certes, il y aura une piscine olympique en Seine Saint-Denis, mais est-ce que cela remplacera les logements dont les habitants ont besoin ? D'autre part cela créera des emplois… pour un certain temps. Mais on pourrait en créer autant en construisant des crèches, des centres médicaux ou en modernisant les transports et en rénovant les équipements publics dont la population a tant besoin. Et c'est bien pour cela qu'on ne lui demande pas son avis.

Lila Vermer

LVMH : la bonne Samaritaine

Lundi 22 juin, le Conseil d'État a validé le permis de construire accordé par la ville de Paris au groupe LVMH pour le site de la Samaritaine. Bernard Arnault, président et principal actionnaire de LVMH, et Anne Hidalgo, maire PS de Paris, se sont félicités de cette décision.

On les comprend ! En 2000, le groupe LVMH avait acquis ce grand magasin en affirmant vouloir simplement en améliorer la gestion. Connaissant le groupe, axé sur le luxe, et le site de la Samaritaine, sur les quais de la Seine, avec une vue imprenable sur le Paris historique et une terrasse immense d'où l'on découvre toute la ville, cela paraissait douteux.

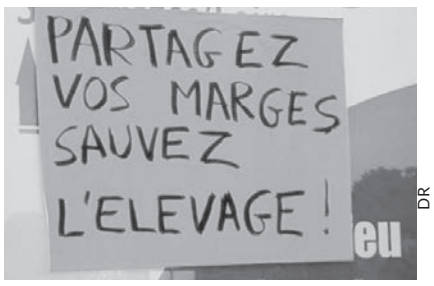
En effet, en 2005, les services de la préfecture demandent opportunément la fermeture du magasin pour raisons de sécurité. Le groupe LVMH lance alors un projet de rénovation, assure qu'il fera tout pour reclasser les 1 350 salariés et obtient le soutien enthousiaste de la municipalité. Quelques opérations financières plus tard, la ville n'ayant rien fait pour soutenir les salariés, LVMH présente son projet : un hôtel de grand luxe, de la chaîne du groupe, une galerie commerciale de luxe et, mairie de Paris oblige, 95 logements sociaux et une crèche. Inutile de préciser que les logements sociaux donneront sur la rue et l'hôtel de luxe sur la Seine, chacun sait que les pauvres n'ont pas de goût pour les belles choses et que les riches ont besoin d'air.

Des mauvais coucheurs qui ne trouvaient pas le projet architectural à leur goût ont retardé l'affaire. Mais les plus hautes autorités de l'État ont tranché, LVMH aura son nouvel écrin et produira de nouveaux profits.

L'affaire a pris un certain temps, mais Bernard Arnault n'a jamais douté. Il est l'homme le plus riche de France et un des patrons les plus influents. Aussi, Paris, où il possède déjà nombre de magasins et même un musée, est sa ville, l'État et son conseil sont à son service, et Hidalgo, toute PS qu'elle soit, est son maire. Le nouveau roi de Paris ayant installé son hôtel en face de la Conciergerie, il n'aura donc qu'à traverser la Seine pour retrouver Marie-Antoinette.

Paul Galois

Agriculteurs en colère : la grande distribution en accusation



DR

Après avoir bloqué seize abattoirs dans le pays dans la nuit du dimanche 14 juin, c'est dans le Grand Ouest que les éleveurs, accompagnés de producteurs de lait, sont repassés à l'attaque. Et cette fois-ci, ils se sont attaqués directement aux grandes surfaces.

Ainsi dans la nuit du dimanche 21 juin, plusieurs centaines d'hyper et de supermarchés de Normandie, de Bretagne et des Pays de Loire ont reçu la visite d'agriculteurs, qui ont déchargé sur les parkings déchets, pneus, palettes, gravats et fumier, bloquant les accès aux centres commerciaux.

Depuis des semaines, les producteurs de viande – porcine et bovine– et de lait exigent la remontée du prix d'achat sortie de ferme. Ils dénoncent des marges de 25 % pour la grande distribution, alors qu'en un an *« les prix payés au producteur ont baissé de 20 % »*, comme le dénonce un agriculteur de Bretagne dans les colonnes du *Parisien*. Et ce ne sont pas les cinq centimes de plus au kilo sur le porc et la revalorisation annoncée du prix du bœuf qui changeront fondamentalement la situation catastrophique dans laquelle se trouvent un grand nombre d'agriculteurs.

Car les agriculteurs, comme les consommateurs, sont confrontés à la toute-puissance de la grande distribution agissant sur l'ensemble du territoire avec plus de 12 000 magasins de format hyper, super ou discount. Mais ils ont surtout à faire face à de puissantes centrales d'achat qui imposent leurs diktats aux producteurs et se sucrent sur les consommateurs. Et l'annonce, fin 2014, du regroupement des centrales d'achat d'Auchan et Système U, de Casino et d'Intermarché et, plus récemment, de Carrefour et Cora, suivie ce mois-ci de l'alliance à l'échelle européenne de Leclerc avec deux enseignes allemandes Rewe et Metro, démontre que la grande distribution est à l'attaque pour continuer à imposer ses prix aux producteurs et… aux consommateurs.

Face aux rapaces de la grande distribution, dont le seul objectif est de maintenir leurs profits et la fortune de leurs propriétaires, il est vital que ceux qui, à la campagne comme à la ville, vivent de leur travail défendent leurs conditions d'existence.

Philippe Logier

Groupe scolaire Paul-Éluard – Orly : les parents prennent les devants

Le groupe scolaire Paul-Éluard d'Orly fait partie du premier Réseau d'éducation prioritaire (REP) du Val-de-Marne. L'Éducation nationale reconnaît ainsi que c'est une zone où des moyens plus importants sont nécessaires. Pourtant, il y a quelques mois, l'inspection académique a annoncé une fermeture de classe en maternelle et refusé une ouverture en élémentaire. Les enseignants avaient alors contesté et mis en avant les besoins des élèves, le manque d'accompagnants pour les élèves handicapés et la spécificité de ce quartier où de nombreuses inscriptions ont lieu en cours d'année. Mais cela n'avait rien changé.

La colère est venue des parents d'élèves. Après avoir fait signer une pétition, ils se sont rassemblés lundi 1er juin devant l'école. Jeudi 4 et vendredi 5 juin, des parents, surtout des mères, ont occupé le groupe scolaire, bloquant tout le monde dans la cour pendant une heure en début de journée pour s'adresser aux parents les moins mobilisés. Puis, durant la journée, une quinzaine de parents occupaient les bureaux des directeurs, répondant au téléphone, informant que l'école était occupée, contactant la presse… Ceux qui ne pouvaient rester faisaient à manger pour les autres, ou passaient quelques heures dans la journée en soutien. Une lettre a été envoyée à la Direction académique.

Lundi 8 juin, ne recevant aucune réponse, les parents ont complètement bloqué l'école. Enseignants, parents et enfants, tout le monde s'est retrouvé sur le trottoir. Cette action avait été préparée tout le week-end : certains parents étaient présents avec leurs enfants pour manifester, d'autres avaient prévu de les faire garder en solidarité avec le mouvement. Seuls 60 élèves sur 400 sont entrés dans l'école ce jour-là. Les Renseignements généraux et la police sont vite arrivés, mais l'Éducation nationale, elle, n'a pas bougé avant le mardi 9 juin à 18 h, quand l'inspecteur a reçu enfin les parents pour leur annoncer une réponse pour le lundi suivant. Mais le lundi 15 juin, toujours rien !

LO

Les parents avaient retenu la leçon : pour avoir l'inspecteur au téléphone, il fallait bloquer l'école. Elle fut donc de nouveau bloquée mardi 16 et mercredi 17 juin, en attendant la commission officielle du jeudi. Ce jour-là, l'inspection annonça qu'elle ne reculait sur rien, la police présente devant l'école ayant la consigne de faire entrer les enseignants. Mais les mères n'ont pas abandonné et se sont tournées vers les enseignants qui ont décidé de faire grève lundi 22 juin, en appelant les parents à les accompagner à l'inspection académique dans l'après-midi.

Cette fois, c'est la directrice académique elle-même qui a reçu les parents et les enseignants, ensemble. Tout en expliquant qu'elle ne prendrait pas de décision sous la pression, elle a fini par s'engager à faire des « constats de rentrée ». À la rentrée, les élèves seront comptés et, en fonction du nombre effectivement dans les classes, des ouvertures pourraient avoir lieu. Ce n'est pas une victoire, mais un premier pas.

Les mères ont conclu l'entretien en expliquant qu'elles resteraient mobilisées jusqu'à la fin de l'année et à la rentrée. Comme elles l'ont écrit sur une affiche, elles sont bien décidées à *« continuer ce mouvement pour la réussite de tous les élèves dans le dialogue, le calme, la sérénité et la solidarité »*.

Correspondant LO

Fil rouge

Et volent les milliards

Le Salon international de l'aéronautique et de la défense du Bourget s'est terminé sur un succès d'affluence et de contrats annoncés. Les médias ont parlé de Boeing et d'Airbus qui se partagent 110 milliards de contrats. Quant aux ventes d'armement, notamment du Rafale de Dassault, les médias ont été plus discrets.

C'est que de tels contrats se négocient moins au Bourget que quand Hollande et ses ministres vont vendre des engins de mort à leurs amis dictateurs.

La pyramide des richesses lourde à porter

Une étude du Boston Consulting Group recense 17 millions de foyers millionnaires en dollars sur la planète en 2014, en tenant compte du patrimoine financier et non immobilier, contre 15 millions en 2013. Ces familles richissimes concentrent à elles seules 41 % du patrimoine privé mondial. 7 millions d'entre elles vivent aux États-Unis, et 230 000 en France.

Cette progression reflète l'envolée de la richesse des grandes fortunes, et d'abord celle de leurs revenus en provenance des marchés financiers. Le FMI, l'OCDE, les enquêtes des banques, confirment que les plus riches s'accaparent une fraction toujours plus élevée de la richesse mondiale.

Dans une économie en stagnation, cela signifie l'appauvrissement de la très grande majorité.

Le rêve de Valls : silence, et au boulot !

Christiane Taubira ayant déclaré à des journalistes *« rêver d'un monde où l'on pourrait travailler 32 heures par semaine »*, Manuel Valls a tenu à prendre immédiatement ses distances en proclamant que *« le travail, c'est une valeur »*.

La ministre de la Justice a ses rêves, mais le Premier ministre, lui, ne manque jamais une occasion de rappeler qu'il veille à la réalité, celle des patrons qui tiennent à la valeur du travail… des autres.

Une oreille sélective

Rapporteur du texte sur le renseignement à l'Assemblée nationale, le socialiste Jean-Jacques Urvoas y a introduit un amendement selon lequel les services pourraient surveiller les étrangers de passage en France, sans devoir passer par l'autorisation de la Commission de contrôle censée superviser les écoutes.

Au final, le gouvernement n'a pas validé cette disposition, qui faisait des étrangers une catégorie à part aux libertés restreintes. Mais par la bouche d'Urvoas, « grand ami de Valls » qui visait paraît-il le ministère de l'Intérieur, le Parti socialiste montre qu'il sait faire de la surenchère sur un terrain que l'extrême droite ne renierait pas.

États-Unis : le racisme, produit d'une société d'exploitation

L'adepte de la « suprématie blanche » qui a tué neuf Noirs, mercredi 17 juin à Charleston en Caroline du Sud, a commis son crime dans une église qui avait été un centre d'organisation et de révolte des Noirs contre l'esclavage au début du 19e siècle.

REUTERS

Manifestants à Charleston.

Pourtant les premières déclarations d'Obama ont porté bien plus sur l'absence de contrôle des armes que sur le racisme qui continue de gangrener la société américaine et ses institutions étatiques. Ce n'est que dans un deuxième temps qu'Obama a déploré ce racisme, se cantonnant, comme lorsque des Noirs non armés sont tués par des policiers blancs, à verser des larmes sur les victimes et à lancer des appels incantatoires à la tolérance.

Pas plus aujourd'hui que dans le passé, les appels à l'unité nationale par-delà les différences de couleur de peau, à la paix entre gens de bonne volonté et au pardon des tueurs racistes par leurs victimes, n'ont arrêté les lynccheurs et les groupes du genre du Ku Klux Klan. Ce qui a fait reculer le racisme et ses aspects les plus oppressifs aux États-Unis, cela a été la lutte déterminée, et parfois violente, des Noirs lors de la profonde mobilisation des années 1960. C'est la peur des réactions massives de la part des Noirs, dont les plus radicaux s'armaient, qui a effrayé et fait reculer les racistes actifs et potentiellement violents, au moins pendant un temps.

Ceux qui ont cru que l'élection d'un politicien noir à la présidence ferait automatiquement reculer le racisme se sont fait des illusions. En fait lors des deux élections qui l'ont amené à la Maison Blanche en 2008 et en 2012, Obama a fait le calcul que la couleur de sa peau suffisait à lui gagner les voix des Noirs, sans même se donner la peine d'évoquer leurs problèmes. En conséquence il estimait n'avoir nul besoin de mener une politique s'attaquant aux comportements racistes dans l'appareil d'État, surtout si cela risquait de lui aliéner des voix dans l'électorat conservateur.

Mais surtout, le racisme, si profondément ancré par des siècles d'esclavage et d'oppression, est constitutif du règne de la bourgeoisie américaine et de son système économique, basé sur l'exploitation de la classe ouvrière et l'entretien des divisions en son sein. L'État en est imprégné trop profondément pour que de simples déclarations d'un homme politique, fût-il le président, y changent quoi que ce soit.

En réalité, la frange raciste de la population est encouragée dans ses préjugés par tout un système policier et judiciaire qui stigmatise et criminalise la jeunesse noire, au point qu'un tiers des hommes noirs passent par la prison au cours de leur vie. La pauvreté qui frappe encore plus les familles noires que les autres, les désigne aussi aux yeux des réactionnaires comme des « assistées ».

La nostalgie pour l'époque de l'esclavage, qui est visiblement une des motivations du tueur de Charleston, est entretenue par toute une partie des institutions américaines. Ainsi le drapeau de l'État du Mississippi contient encore aujourd'hui la reproduction du drapeau des confédérés, qui avaient déclenché la guerre de Sécession entre 1861 et 1865 pour défendre leur système fondé sur l'esclavage des Noirs. Quant à l'État de Caroline du Sud, où a eu lieu la tuerie du 17 juin, ce drapeau symbole de l'esclavage flotte encore devant son Capitole, où siège une gouverneure qui vient tout juste de réaliser que ce n'était peut-être pas une si bonne idée que cela.

On ne pourra réellement vaincre le racisme aux États-Unis sans vaincre la bourgeoisie américaine et un système d'exploitation et d'oppression qui ne cesse de le reproduire.

Lucien Détroit

Grande-Bretagne : dans la rue contre l'austérité

LO

Manifestation devant la Banque d'Angleterre à Londres.

Cela faisait longtemps que les rues de Londres n'avaient pas vu telle affluence. La manifestation organisée samedi 20 juin par l'Assemblée du peuple contre l'austérité a été un succès, réunissant de 150 000 à 250 000 participants suivant les estimations.

Bien que des rassemblements aient été également organisés à Liverpool et Glasgow, de nombreux provinciaux avaient convergé sur Londres. Dans le centre et le nord du pays, nombre de *trades councils* (comparables aux unions locales en France) avaient préféré affréter des cars pour venir à Londres, plutôt que de se contenter de participer à des rassemblements locaux.

Néanmoins, si les appareils syndicaux avaient déployé quelques efforts pour la circonstance, ils l'avaient fait essentiellement vis-à-vis de leurs militants. Même dans les grandes entreprises londoniennes, ils n'avaient pas cherché à informer les travailleurs, sans parler de leur donner des raisons de se joindre à la manifestation. De sorte que les travailleurs du rang n'y étaient qu'en minorité. En revanche, le fait le plus remarquable était la présence de très nombreux jeunes. On voyait aussi bien des lycéens et des étudiants, que des jeunes travailleurs, parmi lesquels de nombreux diplômés qui galèrent de petit boulot en petit boulot.

L'objet de cette manifestation était de s'opposer à la politique d'austérité de Cameron et, en particulier, aux nouvelles réductions des budgets sociaux qu'il s'apprête à annoncer début juillet. Mais au-delà, et peut-être même plus, c'était aussi une façon pour la plupart des manifestants d'exprimer leur déception que ce soit Cameron et son Parti conservateur, et non le Parti travailliste comme le faisaient penser les sondages, qui ait remporté les élections du 7 mai dernier.

Quant à l'Assemblée du peuple qui était organisatrice, il s'agit d'une coalition lâche créée en 2013 sur la base d'un manifeste contre l'austérité publié dans le quotidien *The Guardian* et signé par de nombreuses personnalités, essentiellement proches de la gauche travailliste, dont le cinéaste Ken Loach.

Parmi les organisations affiliées à cette coalition, on trouve des organisations plus ou moins religieuses, comme le Congrès des musulmans de Grande-Bretagne ; une multitude de groupes féministes, antiracistes, antimilitaristes ou défendant telle ou telle cause particulière ; des organisations politiques, allant du parti Vert à une douzaine de groupes d'extrême gauche, en passant par le Parti communiste. Enfin, et surtout, on y trouve ceux qui fournissent la colonne vertébrale de cette coalition : un grand nombre de syndicats, ainsi que la confédération TUC elle-même, bien que ni le TUC ni la plupart de ces syndicats n'aient eux-mêmes appelé publiquement à cette manifestation.

La destination de cette manifestation était Westminster, où siège le Parlement, et le clou du meeting de clôture était un discours de Jeremy Corbyn, député travailliste et figure de proue de la gauche de ce parti dont il est le candidat au poste de leader.

Ainsi, alors que, pendant les cinq premières années du règne de Cameron, les syndicats n'avaient rien eu d'autre à proposer que de voter travailliste aux élections suivantes, aujourd'hui ils continuent à raccrocher leur char à ce parti, mais en faisant mine de se placer sur sa gauche.

Le succès de cette manifestation n'a pu que réchauffer le cœur de ceux qui y ont participé, au moment où la bourgeoisie mène une véritable guerre de classe contre les travailleurs. Malheureusement, ceux qui étaient à son initiative ne proposent à la classe ouvrière que de s'engager dans une nouvelle impasse. C'est au contraire en se fixant des objectifs de lutte pour défendre ses intérêts sans s'en remettre aux dirigeants travaillistes passés et futurs que la classe ouvrière pourra se protéger des attaques qui la visent et commencer à regagner le terrain perdu.

François Rouleau

Mali : un accord pour la sécurité… de l'impérialisme français

Jean-Yves Le Drian, le ministre de la Défense, s'est rendu au Mali lundi 22 juin, deux jours après la signature de l'accord de paix entre le gouvernement malien et les rebelles touareg. Il n'a pas manqué de mettre ce texte au crédit de l'intervention militaire française en déclarant : *« Nous avions gagné la guerre au début de l'année 2013 et nous venons de remporter la paix. »* Mais sur le terrain, cette paix est loin d'être garantie.

DR

Les négociations qui ont abouti durent depuis maintenant deux ans. Elles avaient commencé en juin 2013 au Burkina Faso et se sont poursuivies en Algérie, mais la France n'a cessé d'en assurer la direction dans les coulisses. L'objectif permanent du gouvernement français a été de transformer les groupes armés touareg en alliés durables pour combattre les djihadistes, afin d'assurer au Mali un régime stable dévoué à l'impérialisme.

Ces groupes touareg, comme le MNLA, ont été à l'origine de la rébellion qui mit en déroute l'armée malienne en janvier 2012, mais ils furent alors rapidement supplantés par les djihadistes du Mujao ou d'Ansar Al-Din. Lorsque l'armée française intervint en janvier 2013, ils retournèrent leur veste et passèrent de son côté. Pour garantir cette alliance, la France multiplia dès lors les gestes de bonne volonté envers eux. L'armée française empêcha ainsi les troupes maliennes de pénétrer dans le Nord du pays, et confia le contrôle de la ville de Kidal aux forces touareg.

La signature de l'accord de paix est donc avant tout un succès pour le gouvernement français, qui a su contraindre ses alliés de Bamako et ceux des mouvements touareg à s'accorder sur un texte. Mais pour la population malienne, qu'elle soit du Nord ou du Sud du pays, cet accord ressemble fort à tous ceux qui, depuis l'indépendance, ont prétendu régler définitivement les conflits entre les régimes de Bamako et les rebellions touareg successives. On y trouve les mêmes ingrédients, l'intégration des rebelles à l'armée malienne, des promesses de subventions pour développer le Nord du pays, des assemblées régionales qui donneront des postes aux chefs des ex rebelles mais ne permettront certainement pas à la population de « prendre son sort en main » comme le prétend l'accord.

La paix et la sécurité de la population sont d'autant moins garanties que, si les mouvements touareg promettent de mettre fin à leur rébellion, les mouvements djihadistes, eux, multiplient les attentats. Ceux-ci ne frappent plus seulement les villes du nord du pays, comme Gao ou Tombouctou, mais aussi la capitale Bamako et les villes du sud.

Une véritable amélioration est impossible sous un régime dont les dirigeants ne pensent qu'à permettre à l'impérialisme français de continuer à piller le pays tout en prélevant leur part au passage.

Daniel Mescla

Hongrie : un mur de la honte de plus

En Hongrie, le gouvernement de Viktor Orbán, dirigeant du parti réactionnaire Fidesz, a annoncé à la mi-juin la construction d'un mur de quatre mètres de hauteur et de 175 kilomètres de long sur la frontière sud du pays avec la Serbie. C'est par là que transitait la grande majorité des migrants arrivant sur le territoire.

Quels que soient les prétextes avancés, la construction de ce mur de la honte fait partie de la surenchère nationaliste et xénophobe à laquelle se livre Orbán à l'égard de son rival, le parti d'extrême droite Jobbik.

L'odieuse campagne d'affiches anti-immigration que le gouvernement vient de mener vise, hormis ses objectifs bassement électoraux, à détourner la population des vrais problèmes, ceux qu'elle subit quotidiennement. Un chômage important, plus de 40 % de la population vivant sous le seuil de pauvreté, voilà ce que les dirigeants hongrois tentent de faire oublier en désignant des boucs émissaires. La misère dans le Nord et l'Est, la désindustrialisation depuis le début des années 1990, se traduisent par l'obligation de cumuler plusieurs petits emplois, de travailler au noir pour compenser des retraites insuffisantes ou la réduction des aides sociales.

Que Viktor Orbán se place au premier rang des politiciens jouant sur la peur de l'immigration n'a rien d'étonnant. Le mur qu'il construit, à l'image et à la suite des gouvernants espagnols à Ceuta et Melilla, des dirigeants grecs en 2012, ou bulgares, en 2014, à la frontière turque – pour ne citer que des murs européens – n'est qu'une barrière de plus contre les pauvres du dehors.

Aucune n'empêchera femmes, hommes, et enfants de tenter de fuir les régions dangereuses où ils vivent. Orbán ajoute son nom à la liste de ceux qui voudraient dresser les peuples les uns contre les autres, quitte à hérisser l'Europe et le monde de murs de la honte.

Viviane Lafont

Méditerranée : opération navale contre les migrants

L'Union européenne vient de lancer la première phase de son opération navale en Méditerranée. Sous prétexte de faire la guerre aux passeurs, elle ne fera qu'aggraver le calvaire des migrants en rendant leur périple plus dangereux et en les mettant plus à la merci des réseaux de trafiquants.

DR

L'opération EUNAVFOR Med est pour l'instant avant tout une mise en scène. Car intervenir militairement en haute mer ou dans les eaux territoriales libyennes nécessiterait l'accord du Conseil de sécurité de l'ONU et celui d'une autorité libyenne. Or, depuis que les grandes puissances sont intervenues militairement en Libye il y a quatre ans, le chaos y règne. Il n'y a pas une mais des autorités, qui se font la guerre sur le dos de la population. Il n'est donc pas impossible qu'EUNAVFOR Med ne dépasse jamais le stade de la « phase de renseignement ». Mais l'impuissance de l'Europe ne rend pas sa politique moins ignoble.

Lorsque, il y a deux mois, le naufrage d'un chalutier près des côtes libyennes avait entraîné la mort de 700 migrants, l'émotion suscitée avait obligé les chefs de gouvernement européens à faire des annonces. Ils ont alors martelé l'idée que, pour empêcher les migrants de mourir en mer, il fallait les dissuader de tenter la traversée.

Mais aucune opération militaire, aucune barrière, aucun fossé ne retiendront des gens qui fuient la misère, la faim, la guerre ou la barbarie. Si les côtes libyennes sont surveillées, ils partiront d'ailleurs. Si les voies maritimes deviennent impraticables, ils prendront les voies terrestres.

Les dirigeants européens le savent parfaitement. Ils savent aussi que tous les maux que fuient ces populations sont le fruit de leur système de domination et en particulier des interventions, économiques et militaires, des grandes puissances dont ils sont les représentants. Alors leur politique vise surtout à tenter de masquer le drame des migrants aux yeux de leur opinion publique. Et elle vise aussi à dresser, au moins moralement, les travailleurs d'ici contre ceux qui arrivent.

Malgré leurs différends pour se rejeter la charge de l'accueil des migrants, les gouvernements européens, quelle que soit leur étiquette, sont bien d'accord. Ils veulent autant que faire se peut, tenir à distance les dizaines de milliers de personnes que la misère et les guerres qu'ils provoquent jettent chaque jour sur les chemins de l'exil.

Pierre Royan

Burger King : un insatiable appétit d'aide

Quand Burger King, le roi du sandwich rond, s'est implanté en grand en France, il y a quelques mois, il promettait plus de 3 500 embauches par an. Mais il a surtout négocié son expansion pour son plus grand profit.

Pour l'ouverture de ses restaurants, Burger King a besoin de personnel, formé et qualifié. Celui-ci existe, ne serait-ce que les anciens de Mac Donald's, Quick, ou encore les anciens stagiaires des innombrables formations d'employé polyvalent de restauration et d'équipier polyvalent de restauration rapide financées par les régions et par Pôle emploi au travers d'« actions de formation conventionnées ».

Pôle emploi a créé un plan d'actions sur mesure avec une procédure de recrutement spéciale Burger King, 100 % gratuite.

Des agences pilotes sont désignées sur les territoires accueillant les nouveaux restaurants. Elles vont mettre en place des MRS, méthodes de recrutement par simulation. Cela commence par des réunions d'information collectives auxquelles sont invités des centaines de demandeurs d'emploi. On leur présente l'employeur et on passe aux épreuves pratiques qui sont des exercices simulant les conditions de travail. Les candidats retenus sont proposés à l'employeur avant de participer à une POE, c'est-à-dire une préparation opérationnelle à l'embauche collective.

La POE est un dispositif à l'intention de tout employeur recrutant un ou des candidats pour un CDD d'au moins douze mois ou un CDI. Largement utilisée lors des recrutements de la grande distribution et de la restauration rapide, elle permet à Pôle emploi de financer tout ou partie d'une formation à la place de l'employeur.

Dans le cas de Burger King, la POE dure cinq semaines : trois semaines en organisme de formation (Opus formation) et deux semaines en tutorat interne dans un « restaurant école » quelquefois éloigné de 200 km du domicile des candidats. Le coût de la formation pour Burger King est : pas un centime !

Côté Pôle emploi, cela coûte 1 190 euros pour chaque candidat. 350 euros sont reversés directement à Burger King au titre du « tutorat interne ». Les 840 euros restants sont payés à Opus formation, une entreprise privée. Enfin, 600 euros supplémentaires sont financés par la formation professionnelle continue.

Pendant ces cinq semaines le candidat est rémunéré par Pôle emploi : soit l'allocation chômage est maintenue, soit le candidat est admis à toucher une rémunération de formation Pôle emploi, variant de 310,39 euros à 652,02 euros par mois.

À l'issue de cette formation, les candidats signent enfin le contrat tant attendu. C'est un CDI, soit, mais de 24 h par semaine, avec un salaire mensuel brut d'environ 1 000 euros. Mais encore faut-il accomplir deux mois d'essai et risquer de voir durant cette période son contrat rompu sur des motifs farfelus.

De telles ruptures sont fréquentes. Car si Burger King embauche des centaines de collaborateurs, cela peut n'être que pour la période de lancement, pour l'ouverture afin que tout marche au mieux pendant les premières semaines. Une fois le feu de l'ouverture passé, le sous-effectif règne en maître et le roi Burger renvoie ses sujets à la maison.

Entre-temps ces « sujets » auront bien évidemment été radiés par Pôle emploi pour « Retour durable à l'emploi », alors que certains auraient peut-être pu bénéficier d'un cumul salaire allocation chômage.

Mais ce qui compte, outre rendre service aux patrons, n'est-il pas de faire baisser les statistiques ?

Correspondant LO

Licenciements, précarité, chômage… une misère qui grandit

Les sociétés HLM constatent qu'une proportion de plus en plus importante de leurs locataires vit dans la pauvreté. De son côté l'Unicef, l'organisme des Nations unies chargé de l'enfance, dénonce dans un rapport récent l'augmentation continue du nombre d'enfants vivant dans des conditions indignes. Les licenciements, le chômage de longue durée qui en résulte, la généralisation des emplois précaires sont la cause de cette dégradation des conditions d'existence dans les quartiers populaires.

Un responsable du Logement français, cité par le journal *Le Monde*, affirme ainsi : *« Aujourd'hui, sept demandeurs de logement sur dix ont des ressources inférieures à 60 % des barèmes HLM et sont donc sous le seuil de pauvreté : il y a dix ans ils n'étaient que 20 %. »* Les relations entre habitants se dégradent en conséquence, et certains se replient sur eux-mêmes. Parmi les locataires des cités HLM, les femmes élevant seules leurs enfants sont de plus en plus nombreuses et cumulent les difficultés. On constate aujourd'hui que sur le 1,7 million de candidats à un logement HLM, 57 % ont des ressources trop faibles pour payer un loyer moyen avec charges comprises.

L'Unicef, quant à lui, dénonce l'existence dans le pays de trois millions d'enfants vivant sous le seuil de pauvreté. Ce nombre lui aussi ne cesse de croître. Au quotidien, cela signifie des difficultés pour la nourriture, les vêtements, les loisirs les plus élémentaires et les fournitures scolaires. Parfois les conséquences peuvent en être dramatiques, comme le placement en dehors de sa famille. La secrétaire d'État à la famille, citée par l'Unicef, déclarait en juin 2014 : *« Aujourd'hui, 80 % des parents dont les enfants sont placés à l'aide sociale à l'enfance (ASE) ne sont pas des parents maltraitants, ce sont des parents victimes de la crise et des difficultés de vivre et de gagner sa vie. »*

Tous ces maux, ce sont les patrons et les hommes politiques à leur service qui en sont responsables. Quand ils ferment une entreprise ou multiplient les petits contrats au lieu d'embaucher vraiment, ce ne sont pas seulement les travailleurs directement touchés qui sont frappés. Leurs enfants, leur famille, les quartiers où ils vivent paient aussi le prix fort.

Il est urgent d'empêcher de nuire ces capitalistes arrogants qui plongent toute la société dans la misère.

Daniel Mescla

Transports urbains de Troyes : hausse scandaleuse des abonnements

Depuis le 1er juin, l'abonnement annuel aux bus de l'agglomération troyenne dit « Senior » est passé de 80 à 200 euros, celui « Foyer non imposable » de 48 à 100 euros tandis que l'abonnement mensuel « Social » explose de 6 à 20 euros.

Les élus du conseil communautaire du Grand Troyes, sous la houlette de François Baroin et Marc Bret, ont majoritairement voté les nouveaux tarifs de la TCAT. Ce serait par souci d'« équité » et pour « fidéliser l'usager ». Mensonges !

Ceux qui touchent une retraite souvent guère supérieure à 800 euros par mois, ceux qui ont des revenus si bas qu'ils ne sont pas imposables, les handicapés, les chômeurs, devraient supporter un abonnement qui double ou triple. C'est insupportable et en fait des centaines d'usagers ne pouvant plus payer un abonnement mensuel ou annuel devront acheter des tickets plein tarif. Alors que la plupart n'habitent pas le centre-ville, ils ne pourront prendre que très rarement le bus.

Ce sont les plus démunis qui seront les plus touchés, les mêmes dont les revenus n'ont cessé de baisser avec les hausses de charges, les attaques contre les retraites et le chômage en hausse.

Correspondant LO

Un cancer lié aux pesticides

Le 9 juin, un décret était publié qui reconnaît enfin le caractère professionnel d'un cancer – le lymphome malin non hodgkinien – chez les agriculteurs. Et le texte fait la liste des pesticides, officiellement « cancérigènes », et donc totalement interdits, pour certains depuis des années.

Le lymphome vient donc à la 59e place de la longue liste des maladies professionnelles du monde agricole, juste après la maladie de Parkinson, deux maladies reconnues comme provoquées par les pesticides.

Au regard de la loi, les pesticides « cancérigènes » sont interdits. Les « cancérigènes possibles », c'est-à-dire ceux dont l'effet néfaste a été prouvé sur les animaux mais pas sur l'homme, le sont aussi. Par contre, les pesticides « cancérigènes probables », classés comme tels par l'OMS parce que suspectés d'être impliqués dans l'apparition de cancers, restent sur le marché. Et le glyphosate, principal composant du Roundup, classé « possible » en 1985 puis déclassé en 1991 pour rejoindre la catégorie des « probables » continue à être épandu par milliers de tonnes. Pour causer « probablement » des milliers de cancers…

Sophie Gargan

PSA Peugeot-Citroën : la direction voudrait mettre les travailleurs en concurrence

La direction de PSA projette pour 2020 la construction d'une usine à Kénitra, à 150 km de Tanger au Maroc. En parallèle, elle étudie la possibilité de s'installer aussi en Algérie. Ces annonces vont à l'encontre de tous les discours sur les difficultés du groupe et la faiblesse des ventes. Et ce n'est pas étonnant.

Depuis des années, PSA, comme tous les groupes automobiles, cherche à gagner des parts de marché à l'étranger, en particulier en implantant des usines de fabrication dans différents pays ou en s'associant avec des capitalistes locaux. Ce fut le cas en Iran, où PSA fournissait des pièces à un constructeur local. En Chine, PSA a créé des « joint-ventures » avec Dongfeng pour construire des usines communes. Il y a aussi des usines PSA en République tchèque et en Russie. Tous les groupes de l'automobile cherchent à s'étendre internationalement, car gagner des parts de marché leur est indispensable pour faire face à la concurrence qu'ils se livrent entre eux.

Mais bien entendu, la direction tente d'utiliser cette nouvelle usine dans la guerre qu'elle mène aux travailleurs du groupe en France et en Europe. Elle n'a pas attendu de construire cette usine au Maroc pour supprimer en deux ans 14 800 emplois en France. Mais elle va maintenant essayer de justifier les attaques contre l'emploi et les salaires par la concurrence des travailleurs marocains ou autres. Mais tout cela est faux. La responsabilité des suppressions d'emplois revient intégralement à la politique de la direction qui cherche à augmenter ses profits en aggravant l'exploitation de tous.

Loin des discours sur le « produisons français », les travailleurs en France n'ont aucune raison de considérer ceux du Maroc, de Chine ou d'Algérie comme des adversaires ou des concurrents. Au contraire, tous ont les mêmes intérêts car tous ont le même patron.

Correspondant LO

Rennes : la lutte continue !

Les travailleurs de l'usine PSA de Rennes-La Janais sont entrés dans leur quatrième semaine de lutte contre le projet de changement d'horaire de la direction, celui-ci entraînant une baisse de l'équivalent d'un mois de salaire par an et la suppression du réseau de transport par cars.

Depuis l'annonce de ce projet le 29 mai dernier, les débrayages se succèdent. Le 2 juin, 800 travailleurs, soit 80 % des ouvriers de production, ont débrayé à l'appel de la CGT et de la CFDT. Puis, entre le 8 et le 18 juin, quasiment quotidiennement, une centaine d'ouvriers ont débrayé, à l'appel de la CGT, contre les huit demi-heures supplémentaires que la direction avait programmées pour rattraper sa production. Ces débrayages ont perturbé la production et remporté la sympathie de la majorité des ouvriers.

Lors d'une réunion le 18 juin, la direction annonçait que la suppression de la prime d'équipe de 120 euros n'aurait lieu qu'au 1er janvier 2016 alors que les nouveaux horaires prendraient effet dès le 18 août 2015. Elle disait aussi qu'elle octroyait une prime de panier de 2 euros par jour travaillé (soit 42 euros au maximum par mois) et qu'elle permettrait par ailleurs aux salariés de se faire payer les cinq jours de RTT à leur disposition afin de compenser un peu la perte de salaires. Autrement dit, elle leur proposait de sacrifier leurs congés pour ne pas trop perdre de salaire !

Avec ces annonces, c'est encore 1 000 euros par an que la direction veut voler sur les salaires et elle ne renonce pas à la suppression du réseau de transport par cars.

Le lendemain, seule la CGT appelait à un débrayage, à 11 h 30, pour discuter en assemblée générale de la suite à donner au mouvement entamé trois semaines auparavant. La direction, de son côté, organisait des réunions de secteur dès la prise de poste pour expliquer ses nouvelles propositions mettant en colère bon nombre de travailleurs. Une partie voulait débrayer sans attendre 11 h 30 et une centaine d'ouvriers n'ont pas repris le travail après la pause de 9 h 45.

Les travailleurs ont tourné dans l'atelier du Montage pour entraîner, avec succès, des collègues restés à leur poste, en scandant *« Sans nous, pas de bagnoles »* et *« Sans sous, pas de bagnoles »*. La production s'est arrêtée sans vraiment pouvoir reprendre et finalement plus de 250 ouvriers ont rejoint l'assemblée organisée par la CGT. Les discussions allaient bon train et une majorité a décidé de maintenir la pression, la CGT appelant à un nouveau débrayage le lundi suivant, 22 juin.

Ce jour-là, la direction faisait dire à la hiérarchie qu'elle répondrait dans les « 24 heures » à toute question de salarié relative à son projet, et les chefs d'équipes allaient demander à ceux qui se déclaraient en grève pourquoi ils le faisaient, tentant de les dissuader avec les arguments de la direction. Cela n'a pas empêché 150 salariés de se rassembler et de manifester dans l'atelier Montage. La majorité d'entre eux ont décidé de rester mobilisé et de se retrouver le mercredi 24 juin, à l'occasion d'un comité d'entreprise où la direction avait l'intention de faire valider son projet.

Face aux attaques de PSA, les grévistes n'ont pas l'intention de lâcher.

Correspondant LO

L'annonce fait flop

Le mercredi 17 juin, en plein conflit sur le projet de baisse des salaires, la direction de l'usine de la Janais convoquait les syndicats à 7 h 30 pour un comité d'entreprise exceptionnel intitulé « Avenir du site de la Janais ».

Voulait-elle faire peur en annonçant encore des mauvaises nouvelles pour l'avenir ?

Eh bien non, c'est elle qui est fébrile face à un conflit qu'elle n'arrive pas à arrêter, et elle tente de rassurer.

Et pour cela, elle a sorti de son chapeau l'annonce d'un projet de construire au maximum… 15 voitures électriques par jour pour Bolloré dès septembre 2015.

Cela ferait au plus 3 300 voitures à produire par an et cela pourrait donner du travail à une centaine d'ouvriers. Il n'y a pas de quoi rassurer qui que ce soit dans l'usine. Comme le disaient des grévistes le même jour : *« Ils se fichent encore une fois de nous avec cette annonce. »*

Il n'y a que la presse et les politiques locaux comme Pierrick Massiot, le président socialiste de la région Bretagne, pour avoir vu en cette annonce *« une nouvelle page de l'industrie automobile* (qui) *va s'ouvrir en Bretagne »*.

Correspondant LO

Poissy : les travailleurs réagissent

Pour maintenir ses profits, PSA a détruit 14 800 emplois en deux ans en France, l'équivalent de cinq usines comme celle d'Aulnay-sous-Bois.

Cela continue. PSA vient d'annoncer la vente de l'activité de l'expédition des voitures neuves (EVN) à Gefco, ce qui concerne 450 travailleurs sur quatre usines (Sochaux, Mulhouse, Poissy et Rennes). La direction sait que cela va avoir du mal à passer et elle craint qu'il y ait des réactions. Alors, à l'usine de Poissy, où cela concerne 112 travailleurs, comme sur d'autres usines, elle est à l'offensive contre les militants syndicaux ou les ouvriers combatifs pour tenter de casser le moral de tous. Mais ça ne se passe pas comme elle l'entend.

Après avoir licencié pour une simple dispute deux ouvrières qui avaient l'habitude de débrayer régulièrement, la direction menaçait de recommencer avec un ouvrier de l'atelier d'Emboutissage, sous prétexte qu'un gardien avait trouvé une paire de gants de travail dans son sac. En attaquant un travailleur qui n'avait absolument rien à se reprocher, la direction voulait faire un exemple, espérant ainsi enlever toute envie aux ouvriers de se mobiliser.

Mais là, son sale coup s'est retourné contre elle. Des centaines d'ouvriers ont signé une pétition contre le licenciement de leur camarade et plus d'une centaine ont débrayé pour l'accompagner à sa convocation avec la direction. La direction a dû reculer. Une semaine après le débrayage, elle a dû renoncer à son accusation de vol pour lui reprocher une « tentative de sortie de matériel sans autorisation », avec une sanction limitée à deux jours de mise à pied. Une collecte dans l'atelier a été organisée pour rembourser ces deux jours. Mais alors que la bonne nouvelle commençait à se répandre dans l'usine, la direction convoquait pour vendredi 26 juin un militant de la CGT du même atelier, en le menaçant de licenciement.

Là aussi, en quelques jours, une pétition a réuni plus de 300 signatures et un appel au débrayage a été lancé pour le jour de sa convocation.

De plus en plus de travailleurs sont convaincus que ces attaques individuelles et arbitraires préparent le terrain à d'autres attaques bien plus importantes contre tous.

Heureusement, cela ne marche pas et chaque attaque de la direction déclenche une réaction de solidarité et soude un peu plus les travailleurs entre eux. Cela comptera pour les futures luttes.

Correspondant LO

Assistance publique-Hôpitaux de Paris : RTT toujours visées, personnel toujours mobilisé

Après un nouveau jeudi de rassemblement, le 18 juin, devant le siège de la direction générale des 38 hôpitaux parisiens de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris, le projet du directeur Martin Hirsch reste en plan. De plus, il était prévu que le personnel de l'AP-HP participe à la journée nationale de grève et de manifestation du jeudi 25 juin, programmée avant le mouvement par la CGT, FO et SUD, contre l'austérité qui frappe tous les travailleurs du secteur de la Santé.

À l'AP-HP, certains en sont à leur cinquième jeudi de grève et de manifestation et ne comptent plus le nombre d'assemblées et d'actions auxquelles ils ont participé dans leur hôpital. Entre deux manifestations, le besoin de faire savoir à la direction que la mobilisation ne faiblit pas se traduit par des actions locales, comme à l'hôpital Saint-Louis : panneau de photos prises lors des manifestations installé dans le hall, sacs de linge sale entassés devant les bureaux de la direction, bureau de la directrice envahi par 40 grévistes, ce qui l'a fait fuir... Plus de deux mois de mobilisation qui montrent le ras-le-bol et la capacité de résistance du personnel ! Les travailleurs sont les premiers à prendre conscience de leur force collective et c'est ce qui compte le plus pour la suite.

En plein mouvement, dans certains hôpitaux, se tiennent néanmoins des réunions de cadres sur la réorganisation du travail, notamment du temps de travail et des jours de RTT, mais elles se passent plutôt mal pour la direction. À l'hôpital Tenon, des cadres réunis entre eux ont vu surgir une délégation d'une cinquantaine de personnes. On lisait sur leur visage l'étonnement de voir les rôles s'inverser, d'entendre des personnes, habituellement sous leurs ordres, leur parler vertement. Ils ont dû écouter la lecture d'une adresse faisant appel à leur conscience. Environ un tiers a applaudi !

À l'hôpital Beaujon, c'est à une centaine que le personnel a envahi une réunion de cadres du groupe hospitalier. À Saint-Louis, jusqu'à présent, toutes les réunions de pôle organisées par la direction ont été empêchées par le personnel...

Dans la dernière version de son « relevé de conclusions », le 18 juin, Hirsch prétend que d'ici octobre il ne s'agira que de discussions et d'études de terrain. Mais le fait que les jours de RTT soient toujours menacés, ce qui a été au départ du mouvement, et qu'il ne soit question que de l'organisation du travail et de la « qualité » de l'emploi et non pas des effectifs insuffisants montre bien qu'il garde son objectif. Il voudrait bien que des délégués syndicaux soient associés à cette phase préparatoire. C'est bien sûr un piège car cela n'apporterait pas plus de garantie que les interminables séances de négociation entre l'intersyndicale et la direction menées en parallèle au mouvement depuis son début. Tout le monde a bien vu que c'était la mobilisation collective du personnel qui donnait de la force au refus du plan Hirsch et empêchait son entrée en vigueur.

Sur la blouse d'un manifestant

Même si Hirsch parvenait à se prévaloir d'une participation syndicale à l'élaboration d'une nouvelle mouture de son plan d'économies et de flexibilité, c'est à l'ensemble du personnel qu'il devrait encore faire face. Comment vendre ses salades à 75 000 travailleurs de l'AP-HP ? Il n'a pas encore trouvé !

La journée de grève de jeudi 25 juin devrait donner l'occasion à tous les hospitaliers du pays de manifester, ainsi qu'à des travailleurs de la Santé, du secteur social, des services publics et d'autres, en rappelant au gouvernement qu'ils pourraient faire comme ceux de l'AP-HP.

Correspondant LO

Centre Hospitalier de Saint-Denis : le service de pédopsychiatrie mobilisé

Depuis plusieurs semaines, le service de Pédopsychiatrie du Centre hospitalier de Saint-Denis en Seine-Saint-Denis, menacé par des restrictions budgétaires, est mobilisé pour maintenir ses moyens en personnel. Il y a actuellement des listes d'attente insupportables – au minimum sept mois pour obtenir une première consultation pour un enfant – mais malgré cela, on demande au personnel de faire encore des économies sur le budget !

Une pétition a été diffusée aux politiques et aux médias, et le lundi 8 juin, avec le service des Urgences et avec la Pédiatrie, la Pédopsychiatrie s'est mise en grève.

Ce jour-là, le personnel mobilisé s'est rassemblé dans le hall du Centre hospitalier, accompagné de soignants venus d'autres services. L'ambiance était chaude, et les slogans bien repris : *« Précarité des emplois = Soins en danger »*, *« Bébé délaissé = Humanité sacrifiée »*, *« Pédopsychiatrie et Pédiatrie même combat »*, *« Des moyens pour des soins pour l'humain »*. Le personnel demandait clairement le maintien de tous les postes, la titularisation de tous les contractuels, la revalorisation des salaires, et l'embauche des CDD renouvelables que la direction hospitalière maintient dans une situation précaire.

Une délégation d'une soixantaine de membres du personnel soignant, accompagnée par l'intersyndicale (CGT-SUD-CFDT) s'est rendue jusqu'au ministère des Affaires sociales et sanitaires pour déposer un dossier de « discrimination territoriale » sur la Seine-Saint-Denis.

Car ce sont bien les conditions d'accueil et de traitement des patients, et les conditions de travail du personnel, qui se trouvent menacées par ce projet de nouvelles restrictions.

Correspondant LO

SGL Carbon (Haute-Savoie) : des conditions de travail moyenâgeuses

L'usine SGL Carbon de Chedde-Passy, en Haute-Savoie, est spécialisée dans la fabrication d'électrodes, de pièces en carbone et graphite pour la chimie, le nucléaire, l'industrie électrique (batteries au lithium), à partir d'un mélange de coke et de brai, une sorte de goudron.

L'usine faisait anciennement partie du groupe Péchiney et comptait, il y a 30 ans, un millier d'ouvriers. Aujourd'hui, il n'y a plus que 180 travailleurs dans cette usine, qui dépend de SGL Carbon, un groupe allemand qui emploie 6 200 personnes et possède une quarantaine de sites dans le monde.

Mais si Chedde a perdu la plus grosse partie de ses effectifs, les conditions de travail ne se sont pas améliorées. Le travail se fait au milieu de la poussière de carbone, avec en plus la chaleur des fours. Le danger y est permanent. Plusieurs postes de travail sont exposés au brai, connu pour ses effets cancérigènes. En 2010, trois ouvriers avaient été intoxiqués par des émanations de gaz carbonique et avaient dû être hospitalisés. En janvier 2015, une explosion provoquée par la formation d'une poche de gaz dans un four a soufflé le toit d'un bâtiment, heureusement sans faire de blessés.

Dans ce dernier cas, c'était la conséquence directe d'une course au profit. En construisant des fours plus gros et en réduisant le nombre des cheminées d'évacuation de gaz, la direction voulait augmenter la productivité.

De plus, avec le va-et-vient incessant des chariots à fourche, dans les allées étroites et souvent encombrées, le risque d'accident est permanent. Chaque fois que les travailleurs ont réagi à ces conditions de travail, la direction a préféré lâcher des primes ou quelques augmentations de salaires, plutôt que de faire les investissements nécessaires.

Si les travailleurs restent dans cette usine, malgré ces conditions de travail d'un autre âge, c'est que les salaires des usines de décolletage aux alentours sont bien plus bas. Mais, même sur ce plan, les choses sont en train de changer. SGL Carbon a lancé des plans d'économie qui se sont déjà traduits par la fermeture de plusieurs usines, dont récemment une au Canada et une autre en Italie.

À Chedde, la direction essaie d'intimider les travailleurs, leur demande des efforts supplémentaires, laissant entendre que l'usine serait en sursis... Elle cherche même à les dresser contre de prétendus concurrents chinois ou même contre l'usine polonaise du groupe. Il s'agit d'une mise en scène destinée à préparer de nouveaux sacrifices. D'autant que, après les quelques pertes de l'année 2013, les résultats 2014 se sont fortement redressés et 2015 sera du même tonneau.

Raison de plus pour les travailleurs de se préparer aux attaques qui s'annoncent !

Correspondant LO

RATP : grève à la régulation des bus

Les 18 et 19 juin, les régulateurs et superviseurs du CRIV (centre de régulation et d'information voyageurs) étaient quasiment tous en grève. Ils ont dénoncé la charge de travail qui les pousse au burn-out, avec une multiplication des accidents de travail pour stress depuis qu'ils ont été regroupés sur Romainville. En effet, la direction a réorganisé la régulation en retirant les régulateurs des lignes de bus, des divers terminus et dépôts. Au passage 250 postes de régulateurs ont disparu, réduisant leur effectif à 300.

Ils se retrouvent maintenant avec 4 à 6 lignes à réguler la journée, et 19 lignes le soir. Les superviseurs censés « superviser » le tout se retrouvent aussi dépassés par la quantité de lignes et de problèmes. D'autant que la direction a réduit les formations et qu'ils régulent des secteurs et lignes qu'ils ne connaissent pas. Les grévistes ont aussi dénoncé les temps de parcours insuffisants que la direction planifie sur les lignes de bus, entraînant des retards permanents de plus en plus difficiles à gérer.

Le résultat pour les usagers est qu'ils attendent plus longtemps aux arrêts, que la régularité est dégradée, avec des bus qui se suivent, des bus mis en trajet partiel au dernier moment, et des trous atteignant 20 à 30 minutes dans la fréquence de passage.

Dans les dépôts de bus, les machinistes ont beaucoup discuté de cette grève. Certains ont affiché une hostilité envers les régulateurs, qui ordonnent les départs et manœuvres des machinistes sur ligne, et envoient parfois des rapports si les machinistes ne partent pas à l'heure pour avoir pris leur pause par exemple. Mais d'autres ont défendu l'idée de se battre ensemble face aux attaques de la direction qui est seule responsable de tous les problèmes de manque d'effectifs, à la régulation comme dans les dépôts de bus ou à la maintenance.

LO

Des machinistes en grève se sont ainsi déplacés à Romainville, y compris plusieurs chefs de ligne venant de leurs dépôts, et ont pris part aux assemblées générales des grévistes. Les échanges et discussions avec les régulateurs, contents de ce soutien, ont été nombreux.

L'intersyndicale regroupant tous les syndicats du CRIV revendiquait 62 postes en plus et une remise à niveau des temps de parcours. La direction a annoncé son accord pour 23 postes temporairement, le temps de passer les difficultés et formations, et seulement trois postes en plus de façon définitive.

Cela est loin du compte, et la lutte pour instaurer des conditions de travail correctes tant des régulateurs que des machinistes ne fait que commencer. Dans cette perspective le succès de ces deux journées est un encouragement.

Correspondant LO

Autocars : la SNCF organise l'abandon du train

La loi Macron, qui permet la généralisation du car au détriment du train, n'est pas encore votée que les requins du secteur ont déjà la mâchoire grande ouverte. Transdev, du groupe Veolia, le groupe Flixbus, leader en Allemagne, Megabus, leader en Grande-Bretagne et en Amérique du Nord sont sur les rangs.

Voilà en effet un secteur qui correspond parfaitement aux critères du capitalisme sénile : investissement minimum et espoir de rentabilité maximum. En effet, ces compagnies gèrent les offres commerciales et la vente des billets et sous-traitent le plus souvent à des « autocaristes » le transport des voyageurs. Nul besoin d'investir même dans une flotte d'autocars, sans parler de l'entretien des routes, laissé à la collectivité. Enfin les bas salaires et les mauvaises conditions de travail des conducteurs doivent permettre de nourrir les dividendes de la cascade de sous-traitants.

Le nouveau slogan de la SNCF sera-t-il « À nous de vous faire préférer… le bus » ? En tout cas le principal liquidateur du transport ferroviaire se trouve être… la SNCF. En effet, d'une main la SNCF supprime les projets grande vitesse, prévoit la fermeture de milliers de kilomètres de trains intercités jugés non rentables et impose des billets à des tarifs prohibitifs. De l'autre main, Pepy, son PDG, a annoncé avoir acheté 80 bus qu'il lancera dès septembre sur le territoire via sa filiale Idbus, promise d'après lui à un grand avenir.

En fait, les bus de remplacement que connaissaient les voyageurs lors des périodes de travaux ferroviaires vont devenir la norme de transport collectif pour les voyageurs des classes populaires, comme ils le sont dans la plupart des pays dits émergents. Tant pis pour la sécurité, tant pis pour la pollution, tant pis pour le temps perdu ! Ce n'est pas le transport ferroviaire qui est en bout de course, c'est le capitalisme.

Claude Bernac

Accident de Brétigny : l'enquête sur une voie de garage ?

Les trois juges d'instruction chargés d'enquêter sur l'accident ferroviaire de Brétigny-sur-Orge ont demandé à être dessaisis du dossier, ce qui est rarissime. Ils dénoncent les moyens insuffisants dont ils disposent pour y voir clair dans ce drame qui avait fait sept morts et une soixantaine de blessés lors du déraillement du train Paris-Limoges, le 12 juillet 2013.

Ces trois juges avaient été chargés de l'enquête par le parquet d'Ivry quelques jours après l'accident. Deux mois plus tard, ils demandaient la création d'une cellule d'enquêteurs dédiée exclusivement à cette affaire et s'étaient déjà vu répondre par une fin de non-recevoir. Début 2015, ils ont de nouveau demandé que l'enquête soit transmise à un pôle spécialisé en matière d'accidents collectifs, vu *« l'ampleur exceptionnelle des investigations menées et à mener, la technicité du domaine, le volume du dossier »*… sans plus de succès.

Les premiers résultats de l'enquête ont montré que l'accident de Brétigny résultait de l'état de vétusté des voies et de la dégradation continue de leur entretien depuis des années. Finalement, qu'il s'agisse de la justice ou des transports publics, c'est la baisse des effectifs et des moyens qui est responsable des dysfonctionnements, avec des conséquences parfois dramatiques comme dans le cas de Brétigny.

Valérie Fontaine

Traque des migrants : des cheminots indignés

Le gouvernement français continue de faire la chasse aux migrants qui tentent de passer la frontière avec l'Italie, dans le but de les renvoyer immédiatement du côté italien. Dans les trains Vintimille-Nice, en particulier, les contrôles au faciès sont systématiques, et les migrants ainsi repérés sont descendus des trains par les forces de l'ordre. Des cheminots indignés dénoncent cette situation, mais aussi la passivité, voire la complicité, de la SNCF.

La gare de Menton-Garavan est la première gare après la frontière italienne, située à 1 km de celle-ci. L'arrêt à cette petite gare, qui ne devrait durer que 3 minutes, a été porté à 6 minutes par la SNCF pour permettre aux CRS et à la police des frontières de faire leur sale travail. Plus généralement, la grille horaire des trains a été modifiée dans toute la région pour absorber les retards pris par les trains en provenance d'Italie. La police a aussi réquisitionné les locaux se trouvant au-dessus des guichets de la gare.

Certains migrants ayant réussi à passer à travers les mailles du filet à Menton sont arrêtés à la gare de Nice-Ville. Ils sont alors rassemblés sur le quai principal, *« encerclés par des gère-files de la SNCF, à la vue des autres passagers, sans que la SNCF ne daigne mettre à leur disposition de quoi boire et manger »*, raconte une cheminote. Une situation d'autant plus scandaleuse que nombre d'entre eux ont payé leur billet de train.

Gilbert Garrel, secrétaire général de la fédération CGT des cheminots, s'indigne de ces pratiques dans une lettre ouverte à Guillaume Pepy, président de la SNCF. Rappelant que les dirigeants de la SNCF ont récemment présenté leurs excuses pour la participation de celle-ci à la déportation de Juifs sur ordre du gouvernement de Vichy, il pose la question : *« Alors, Monsieur le Président, dans quelques années, un de vos successeurs va-t-il présenter ses excuses sur le sol africain ? »*

La seule attitude digne et humaine serait effectivement de ne pas entraver la liberté de circuler des migrants et même de leur porter assistance.

V.F.

Renault Trucks – Lyon : mobilisation contre les licenciements

Après un rassemblement le 9 juin où près de 1 200 salariés s'étaient retrouvés devant la salle de négociation, la lutte contre le plan de 591 suppressions de postes prévu dans l'établissement de Lyon de Renault Trucks continue.

Mardi 16 juin, un millier de salariés ont manifesté dans le centre-ville de Lyon jusqu'à la préfecture du Rhône. La manifestation était animée par de nombreux slogans contre les licenciements et contre les actionnaires qui se gavent, en particulier contre l'un des principaux d'entre eux, le fonds de pension Cevian. Mais si celui-là est le plus en vue, en réalité ce sont tous les actionnaires, quelle que soit leur nationalité, et qu'ils soient « industriels » ou « financiers », qui demandent une augmentation de la rentabilité proche de 10 % et sont prêts à détruire des services entiers pour cela.

Une délégation de toutes les organisations syndicales a été reçue par le préfet. Celui-ci aurait déclaré *« soutenir les salariés »*. C'est du moins ce qu'ont dit certains syndicalistes dans leur compte-rendu de cette entrevue. Une telle déclaration ne l'engage pas plus que celle de Manuel Valls, quelques semaines auparavant. Pas plus que celle de Macron qui, au moment même de la manifestation, recevait le PDG du groupe Volvo, société mère de Renault-Trucks, le maire de Lyon et un député socialiste du Rhône en leur disant sans rire : *« Nous sommes au côté des salariés. »* De tels engagements ne valent pas plus que tous ceux donnés par Montebourg aux travailleurs d'Arcelor par exemple.

Macron n'est évidemment pas allé jusqu'à se prononcer contre les suppressions d'emplois. Il dit seulement qu'*« il n'est pas acceptable qu'une telle annonce nous ait été notifiée de la sorte »*. Et pendant que tous ces ministres font des promesses, la direction continue les procédures légales pour l'application de son plan.

Il y avait d'ailleurs le lendemain, mercredi 17 juin, une nouvelle réunion de négociation sur les mesures d'accompagnement du plan. Pendant la manifestation de la veille, un appel de tous les syndicats avait été lancé pour se rassembler dès le début de cette réunion. Et c'est encore plus de 500 salariés qui se sont réunis alors que l'appel

LO

avait été fait du jour pour le lendemain.

La réunion a tourné court, les organisations syndicales décidant de quitter la salle tant que la direction ne prendrait pas des « engagements » sur l'avenir de Renault Trucks. Mais les engagements qu'attendent les salariés, c'est qu'il n'y ait aucun licenciement « sec ». Pour cela il faudrait obliger les actionnaires à mettre la main à la poche pour financer des mesures de préretraite dès 55 ans par exemple. Le patronat, le gouvernement, les hommes politiques n'agiront que sous la pression des travailleurs.

Correspondant LO

ArjoWiggins (Pas-de-Calais) : les travailleurs bloquent le stock

Depuis lundi 15 juin, des travailleurs de la papeterie de l'Aa à Wizernes dans le Pas-de-Calais bloquent l'entrée du site. Alors que la direction ferme une à une les machines de fabrication de papier et met le site en sécurité, ils veulent garder la main sur l'immense stock de papier. Celui-ci se chiffre à plus d'un million d'euros.

DR

Le groupe Sequana, propriétaire des usines ArjoWiggins, a annoncé la fermeture du site en avril 2014. Son objectif était de diminuer la production de papier de façon à en augmenter le cours. Cette annonce menace de licenciement les 307 salariés. Dans le même plan, il prévoit la fermeture du site de Charavines, dans l'Isère.

Malgré les nombreuses discussions au ministère de l'Économie, l'État n'a pas cessé de soutenir la direction, qui refuse pour l'instant tout projet de reprise qui pourrait lui faire concurrence. Une des raisons est que l'État lui-même détient des parts dans ce groupe (plus de 20 %). C'est ainsi que la direction n'envisage que le chômage pour le plus grand nombre, du moment que ses affaires rapportent le maximum de profits.

Alors qu'une partie limitée de la production a été transférée dans une usine de la Sarthe, les mesures de reclassement sont loin d'être satisfaisantes : seuls 83 postes ont été proposés et la majorité de ces postes ne correspondent à rien.

Mardi 23 juin, 15 travailleurs de l'usine, en particulier des militants de la CGT, ont été assignés devant le tribunal de Saint-Omer. La direction entame le bras de fer pour récupérer le stock et fermer l'usine.

Cela n'a pas entamé la volonté des travailleurs mobilisés. Ils ont raison de vouloir défendre leurs intérêts : le groupe Sequana a accumulé suffisamment de bénéfices ces dernières années, y compris grâce à l'argent public. Le chiffre d'affaires a ainsi augmenté de 1,3 % à 3,3 milliards d'euros et le bénéfice net de 2014 a atteint 117 millions d'euros.

Les licenciements doivent être interdits pour ces entreprises qui font des bénéfices. Les emplois doivent être maintenus, que ce soit par Sequana ou par un repreneur. Pour cela, il faut prendre sur les profits passés et actuels du groupe.

Correspondant LO

Castmetal – Feurs (Loire) : la justice est lente pour les travailleurs

Le 25 juin 2011, deux ouvriers de maintenance perdaient la vie dans un accident de travail dans une fonderie située sur le site de l'usine Castmetal de Feurs, autrefois Feursmetal. Quatre ans plus tard, les conclusions de l'enquête ne sont toujours pas rendues publiques et la direction joue la procédure. La date du procès n'est toujours pas connue, malgré les déclarations du procureur.

Samedi 20 juin le collectif Vérité-Justice pour Jacques et Damien, regroupant les familles et les amis des deux victimes, appelait à un rassemblement, en face de la fonderie, pour demander d'accéder aux conclusions de l'enquête et obtenir l'ouverture du procès. *« C'est à la justice de déterminer les responsabilités »*, ont déclaré les membres du collectif devant deux cents personnes rassemblées, tout en rappelant avoir écrit à plusieurs reprises au procureur de la République, qui a répondu : *« C'est le secret de l'instruction. »* Ils ont rappelé les tentatives faites par la direction de l'entreprise pour brouiller les pistes : *« Tous les moyens sont bons pour tenter d'échapper à ses responsabilités : le changement de nom, le remplacement des responsables présents en 2011 »*... *« Il s'agit d'une véritable obstruction à un procès... Cette année encore, il y a eu zéro euro d'investissement et rien n'a fondamentalement changé. »*

Pourtant l'entreprise a battu le triste record des accidents du travail dans la Loire. Le drame dont ont été victimes les deux salariés n'est pas le seul qui se soit produit au sein de Feursmetal. Depuis dix ans, on a dénombré un mort en 2008, deux en 2011 et plus de cent blessés. Le 21 janvier 2015 ce sont encore huit personnes qui ont été blessées dans une nouvelle explosion.

Le collectif Vérité-Justice pour Jacques et Damien reste mobilisé pour que la vérité soit connue et qu'il y ait rapidement un procès, afin que les responsabilités de l'entreprise soient établies et qu'elle soit sanctionnée.

Correspondant LO

La Poste – Centre financier de Bordeaux : une journée de grève réussie

Mardi 23 juin, avec 321 grévistes, le Centre financier de Bordeaux a largement répondu au deuxième appel à la grève lancé au niveau national, cette fois par tous les syndicats (CGT, SUD, FO et CFDT), contre le projet de réorganisation Excello.

Ce projet prévoit de spécialiser les centres sur une ou deux activités et de fermer les autres, l'objectif étant de supprimer des centaines, voire des milliers d'emplois, avec des départs à la retraite non remplacés dans les deux ou trois ans.

Cette nouvelle journée faisait suite à la journée de grève nationale du 26 mai, où 332 travailleurs de Bordeaux s'étaient mobilisés, soit 50 % de l'exécution, bien plus que toutes les journées d'action précédentes. La mobilisation était montée jusqu'à 90 % dans les services dont la fermeture est programmée à Bordeaux, les Réclamations, la Vie du compte et le Risque. Avec ces fermetures, les agents ne savent ni où ils vont être mutés, ni avec quels horaires, car les postes annoncés sont loin de couvrir les postes supprimés.

Les services Clients aussi étaient mobilisés car, avec la fermeture des autres services (un des cinq services Clients de Bordeaux est même condamné), leurs salariés se retrouveraient condamnés à rester toute leur carrière là où les conditions de travail sont de pire en pire. Ces services sont devenus en fait des centres d'appels. Les agents passent des heures au téléphone, le soir, le samedi. Les appels sont surveillés, minutés. Quand ils sont trop longs, les agents sont interpellés par leur hiérarchie. Dans ces services, le mot d'ordre est de vendre tout et n'importe quoi : de l'assurance pour chiens et chats aux crédits revolving pour couvrir les découverts. Pour pousser les ventes et faire du chiffre, l'encadrement organise des « challenges » où ceux qui décrochent le plus de rendez-vous pour les commerciaux gagnent des lots.

Entre le 25 mai et le 23 juin, les initiatives se sont multipliées. Chaque semaine, une assemblée générale a rassemblé environ 150 travailleurs. Un pique-nique de lutte en a rassemblé plus de 200. 150 salariés ont fait un dépôt collectif de leurs revendications dans les bureaux de la direction. Le succès de la journée du 23 juin démontre que la lutte contre Excello n'en est qu'à son début.

La mise en application d'Excello va se dérouler sur des mois, avec d'autres mauvais coups en préparation, à la Production et contre les horaires de travail, en septembre. Derrière Excello, l'objectif de La Banque postale est de doubler le résultat d'exploitation, de 750 millions à 1,5 milliard d'ici 2020, sur leur dos. Ce que les travailleurs refusent résolument !

Après des années de réorganisations partielles, La Poste a cette fois-ci attaqué tous les centres, tous les services ensemble. Eh bien, c'est tous ensemble que les employés des Centres financiers peuvent faire remballer à La Poste son néfaste projet !

Correspondant LO

Centre financier de Toulouse : Excello, non merci !

La Poste a du mal à faire accepter le projet Excello. À Toulouse, la journée de grève du 26 mai, initiée par la CGT et SUD, avait été bien suivie avec 183 grévistes sur un centre de 500 salariés, tout compris. Au cours du rassemblement, un rendez-vous avait été donné pour le 4 juin. Et c'est environ 120 salariés qui se sont regroupés ce jour-là pour une assemblée générale à midi dans la cour, et qui sont ensuite montés dans les bureaux. Le directeur avait laissé le soin à des cadres de recevoir les mécontents.

Jeudi 11 juin, 145 salariés se sont réunis pour l'heure d'information syndicale, un nombre en hausse, qui montrait que la grogne et l'inquiétude ne faiblissaient pas. Les délégués ont proposé de faire des affichettes contestant le projet Excello. Le lendemain des affichettes de toutes les couleurs étaient scotchées ou agrafées un peu partout. Cela n'a pas plu au directeur qui a profité du week-end pour les faire enlever.

Lundi 15 juin, d'autres affichettes sont apparues mais aussi d'autres supports d'expression plus difficiles à faire disparaître : badges, tee-shirts avec slogans.... L'ambiance était telle que certains chefs qui persistaient à vouloir imposer leur rythme, y compris dans les services appelés à disparaître, ont été remis en place par les travailleurs mécontents.

Le 23 juin, c'était une nouvelle journée de grève pour l'ensemble des centres financiers. Un petit déjeuner était prévu devant le centre. Pour 80 grévistes présents, ce fut l'occasion de discussions, de propositions d'autres actions et, entre autre chose, de rendre à nouveau visite au directeur qui cette fois-ci n'a pas pu se défiler. Au final, 199 employés du centre étaient en grève. La Poste n'en a pas fini avec la grogne dans les Centres financiers.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte Ouvrière

Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie *Lutte Ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron – 6, rue Florian 93500 Pantin – Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 – Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. – Tirage : 12 000 exemplaires. Impression : Rotos-Presse Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. – Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 – ISSN 0024-7650 – Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) – Dépôt légal juin 2015.

Lutte Ouvrière c/o Éditions d'Avron, 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Île-de-France) c/o Éditions d'Avron, 155, avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 – Télécopie : 01 48 10 86 26

Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte Ouvrière, en les envoyant à l'adresse suivante : **Lutte Ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.**

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 € par an, donnent droit à une réduction d'impôt par la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 € donnera droit à une réduction d'impôt de 200 €, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 € par an. Tout don supérieur à 150 € doit être versée par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à ☐ Lutte Ouvrière ☐ Lutte de classe

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code Postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :

Chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris

à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 233, 75865 PARIS Cedex 18

Tarif des abonnements	*Lutte Ouvrière*		*Lutte de classe*
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Union européenne de l'Ouest, Suisse	38 €	76 €	21 €
Reste de l'Europe	35 €	70 €	20 €
Amérique du Nord , Proche et Moyen Orient, Asie	42 €	84 €	22 €
Afrique, Amérique centrale et du Sud, Océanie	46 €	91 €	24 €
Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.			

Sur internet

www.lutte-ouvriere.org

www.union-communiste.org

contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Pour les malvoyants

www.lutte-ouvriere-audio.org

Grèce : le nœud coulant de la dette

Les dernières propositions du gouvernement grec à l'Eurogroupe, faites le 22 juin, ont été considérées d'un œil favorable par les créanciers, même si ces derniers réclament encore des ajustements.

Ces propositions marquent un net recul sur les objectifs affirmés par Tsipras au début de son mandat. Certes, pour réaliser les économies exigées par l'Eurogroupe, le gouvernement propose de réduire de 200 millions les dépenses d'armement, de gagner de l'argent sur les chaînes de télévision par la vente de licences et la taxation de la publicité. Il veut imposer la cotisation de solidarité aux entreprises qui font 500 000 euros de bénéfices, et pas seulement aux sociétés qui en font le double.

Mais le gouvernement Tsipras propose aussi de revoir le régime de la TVA. Les créanciers réclamaient deux taux et la taxation de l'électricité à 23 %. Le gouvernement en garderait trois, de 6 % à 23 %, et refuse d'appliquer le taux de TVA le plus haut à l'électricité. En revanche, le taux le plus réduit ne s'appliquerait plus qu'aux médicaments et aux livres. Les produits de consommation courante, l'eau, le gaz et l'électricité seraient taxés à 13 %. Il serait question d'augmenter la TVA sur la restauration à 23 % au lieu de 13 % actuellement et de supprimer la réduction de TVA dans les îles, ou au moins dans certaines, alors que les produits y sont déjà plus chers en raison du transport.

Quant aux retraites, il serait prévu d'augmenter les cotisations et de supprimer la possibilité de départ en retraite anticipée, de façon progressive entre 2016 et 2025. Les créanciers, eux, réclament une application immédiate.

Les réunions vont donc se succéder, dans une atmosphère d'urgence, de chantage et de crise entretenue par les gouvernements européens et les médias à leur service. Il s'agit bien sûr, selon eux, de préserver la stabilité de l'Europe et de sauver la Grèce du chaos. Moscovici, ex-ministre de l'Économie en France et encore plus zélé dans la défense de la finance au niveau européen, s'est permis de dire qu'il ne s'agissait pas « d'imposer l'austérité à la Grèce ».

C'est à la fois ignoble et grotesque. Ignoble parce que depuis cinq ans, tous ces politiciens au service des banques ont affamé la population dans un pays dont la production nationale a diminué de plus d'un quart. C'est grotesque parce que ceux qui exigent ces mesures savent qu'elles sont en grande partie inapplicables, comme l'augmentation des cotisations dans un pays avec 27 % de chômeurs et un travail au noir généralisé.

L'acharnement des dirigeants européens, de ceux du FMI et de la BCE, est politique : ils veulent que la population, en Grèce et ailleurs, sache ce qu'il en coûte de désobéir aux financiers, à un système capitaliste fait pour les exploiter en temps normal et les écraser en temps de crise. Un système dont il est urgent de se débarrasser.

Sylvie Maréchal

L'aide à la Grèce… ou aux banques ?

Coïncidence involontaire ? L'ancien Premier ministre allemand, Helmut Schmidt, a expliqué, selon le journal grec *To Vima*, qu'une très grande partie des milliards d'euros du plan d'aide n'étant rien d'autre que des écritures comptables, cet argent n'a jamais été décaissé du budget allemand et n'est naturellement jamais arrivé en Grèce.

Oui, « l'aide à la Grèce » n'a jamais été qu'une aide aux banques ouest-européennes, qui ont encaissé directement les milliards débloqués.

Syrie : les milices kurdes font reculer Daech

Les « unités de protection du peuple kurde » (YPG) ont enlevé la ville syrienne de Tal Abyad aux troupes de l'organisation État islamique (Daech). Cela pourrait avoir des conséquences importantes car cette ville frontalière avec la Turquie était le point de passage des armes, du pétrole et des recrues pour l'organisation djihadiste.

Mais cette victoire kurde reste fragile. En coupant la route qui mène de la frontière turque à la ville syrienne de Rakka, les milices kurdes menacent d'asphyxie la ville « capitale » de Daech. D'autre part, cette victoire militaire permet la jonction avec la ville kurde de Kobané qui avait été menacée par Daech. Mais le gouvernement turc voit d'un très mauvais œil cette extension de la zone tenue par les milices kurdes de l'YPG de Syrie.

Cette défaite militaire de Daech a été immédiatement commentée par le chef d'État turc, Recep Tayyip Erdogan qui a déclaré : *« Ça n'est pas bon signe [...] Cela pourrait conduire à la création d'une entité qui menace notre frontière »*. Il faut croire que le gouvernement d'Erdogan se sent moins menacé quand c'est « l'entité » Daech qui contrôle effectivement la frontière turco-syrienne.

Pourtant, entre toutes les milices qui règnent sur un morceau ou un autre de la Syrie ou de l'Irak, des milices de Daech, aux milices des partis chiites irakiens, en passant par celles liées à Al Qaïda, celles des combattants kurdes sont de loin les moins rétrogrades. Dans la zone qu'elles dominent, elles prétendent par exemple imposer la parité stricte entre les sexes pour tous les postes à responsabilité. Mais ce n'est pas le genre de critère qui entre en ligne de compte pour Erdogan, ni pour aucun dirigeant des puissances de cette région du monde.

Si le régime syrien de Bachar al-Assad a conclu officieusement un pacte de non-agression avec les milices kurdes, c'est parce qu'elles s'opposent à Daech et à la Turquie, mais pas pour le droit des femmes ni celui des Kurdes. Tous raisonnent sur la base du principe : « l'ennemi de mon ennemi peut être un allié » quel qu'il soit. Quant aux grandes puissances, comme la France ou les États-Unis, elles sont les championnes de ce genre de calcul et toutes les milices présentes ont bénéficié de leurs manœuvres à une époque ou à une autre.

Pour les populations qui sont victimes de ce jeu de massacre, toutes les milices ne se valent pas. Le succès des milices kurdes de l'YPG apporte sûrement un soulagement, mais dans ce chaos généralisé, toute amélioration ne peut être qu'éphémère. Du moins tant que la région sera livrée aux manigances des régimes rivaux et des puissances impérialistes.

Pierre Royan

Travail des enfants : le 19e siècle en 2015

Vendredi 12 juin était la Journée mondiale contre le travail des enfants, qui sévit encore en particulier en Afrique subsaharienne, en Asie et en Amérique latine, et que l'OIT (Organisation internationale du travail) définit ainsi : *« Le travail qui prive les enfants de leur enfance, de leur potentiel et de leur dignité, qui est nuisible à leur développement physique et mental, et qui interfère avec leur scolarisation »*.

À l'échelle du monde, 264 millions d'enfants entre 5 et 17 ans ont une activité économique, soit un enfant sur six. Au moins 168 millions travaillent illégalement, c'est-à-dire sans avoir l'âge requis par la loi de leur pays pour travailler. Plus de la moitié (85 millions) travaillent dans des conditions dangereuses pour leur santé : à cause des conditions pénibles (horaires trop longs, travail de nuit), ou bien à cause du type de travail effectué (dans des mines, ou avec du matériel dangereux). Au Ghana par exemple, une ONG a récemment dénoncé l'exploitation de milliers d'enfants dans les mines d'or et leur exposition quotidienne aux accidents, aux problèmes respiratoires, mais aussi aux lésions cérébrales dues à l'empoisonnement au mercure, utilisé pour traiter le minerai d'or.

Dans leurs déclarations, l'ONU et les gouvernements des pays riches prétendent lutter contre le travail des enfants en « développant une éducation de meilleure qualité ». C'est poser – hypocritement – le problème à l'envers. Comme le rappelle le directeur de l'OIT : *« À l'heure actuelle, les aspirations de nombreux parents pour leurs enfants, et celles des enfants eux-mêmes, à une éducation convenable, sont vouées à être des rêves inexaucés. Ceux qui tentent de combiner travail et école doivent abandonner l'école bien avant d'avoir atteint l'âge légal. »*

L'exploitation des enfants va de pair avec la misère économique des parents. Une raison, une de plus, de lutter pour mettre fin à l'exploitation capitaliste.

Julie Lemée

Lutte Ouvrière ■ Directeur de publication : Michel Rodinson ■ Commission paritaire n° 1019 C 85576